

# QUATRIÈME TRIMESTRE 2004

RAPPORT TRIMESTRIEL POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 OCTOBRE 2004



## Message aux actionnaires

La Banque Laurentienne déclare un revenu net de 47,8 millions \$ pour 2004 et définit ses objectifs pour 2005

### SOMMAIRE DES RÉSULTATS

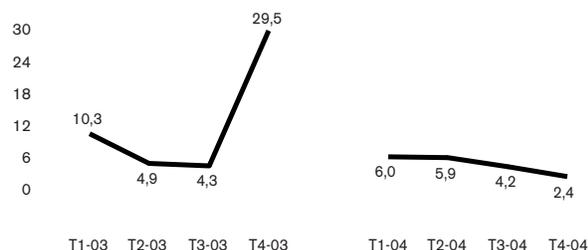
Pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2004, la Banque Laurentienne a déclaré un revenu net de 47,8 millions \$, ou 1,33 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 91,9 millions \$, ou 3,32 \$ dilué par action ordinaire en 2003. Les résultats, pour l'exercice financier 2003, ont été considérablement influencés par la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien qui a augmenté le revenu net de 54,9 millions \$ et le revenu net dilué par action ordinaire de 2,34 \$, ainsi que, par la contribution liée à ces succursales, estimée à 0,73 \$ dilué par action ordinaire. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 4,6 % en 2004, comparativement à 12,4 % en 2003. Tels que déclarés, les résultats des exercices financiers 2004 et 2003 incluaient également un certain nombre d'autres éléments, tel que décrit au tableau de la page 5 du présent rapport.

Pour le quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2004, la Banque a déclaré un revenu net de 7,1 millions \$, ou 0,17 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 13,7 millions \$, ou 0,31 \$ dilué par action ordinaire pour le troisième trimestre 2004. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 2,4 % pour le quatrième trimestre 2004, alors qu'il s'établissait à 4,2 % pour le troisième trimestre 2004. D'un trimestre à l'autre, les résultats d'exploitation, exclusion faite de la vente d'actifs et de l'impact du rachat des actions privilégiées de catégorie A au cours du troisième trimestre 2004, sont demeurés relativement stables, à 0,17 \$ dilué par action ordinaire. Pour le quatrième trimestre 2003, le revenu net s'élevait à 50,7 millions \$, ou 2,01 \$ dilué par action ordinaire et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 29,5 %, y compris le gain réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi que des frais de restructuration.

Dans ses commentaires sur les résultats de l'exercice financier 2004, le président et chef de la direction de la Banque, M. Raymond McManus, a souligné : « Nous avons accompli beaucoup de travail au cours des 15 derniers mois dans le cadre de notre programme de repositionnement. La vente des 57 succursales hors Québec, la privatisation de B2B Trust et les changements à la structure du capital de la Banque sont quelques-unes des transactions importantes qui ont contribué à l'amélioration de notre position. Cependant, la compétition qui existe dans notre secteur d'activité s'est intensifiée, et un bénéfice de 48 millions \$, est en deçà de nos objectifs. Après coup, je réalise que j'ai sous-estimé le

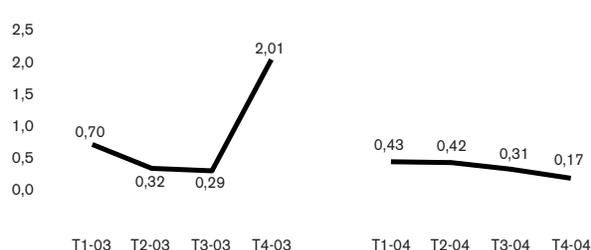
### Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

En pourcentage



### Revenu net dilué par action ordinaire

En dollars



temps nécessaire à l'implantation de notre plan d'affaires, toutefois je demeure plus que jamais convaincu que nous avons adopté le bon plan. Les employés ont démontré leur engagement à l'égard de ce plan d'affaires, ainsi que leur détermination à en assurer la réalisation pleine et entière. L'annonce récente de la vente de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs à l'Industrielle Alliance, de même que l'entente de distribution à long terme liée à cette vente, représente une autre étape dans la mise en œuvre de notre plan d'affaires qui nous permettra d'améliorer encore notre offre de produits et services, et de stimuler la croissance de la Banque. »

« Afin d'accélérer encore la réalisation de notre plan d'affaires, a ajouté M. McManus, l'un de mes principaux objectifs pour 2005 est de convaincre l'une des cinq grandes banques à charte canadienne de combiner ses services bancaires aux particuliers avec ceux de la Banque Laurentienne. Le succès d'une transaction de cette nature repose sur la participation de plusieurs groupes de personnes, dont nos employés syndiqués. Nous avons déjà discuté de cette possibilité avec leurs représentants syndicaux et ils nous ont assuré de leur entière coopération. »

## Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière

Cette rubrique présente l'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière de la Banque pour le quatrième trimestre 2004, ainsi que pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2004, tels qu'ils apparaissent aux états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés. Une analyse approfondie, par la direction, de la situation financière de la Banque et des résultats d'exploitation pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2004 sera publiée lorsque les états financiers consolidés vérifiés, de même que le rapport annuel 2004, auront été finalisés.

### RÉSULTATS ET OBJECTIFS 2004

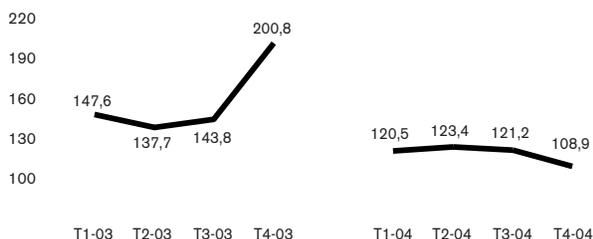
Le tableau ci-dessous présente sommairement les résultats de la Banque comparativement à ses objectifs pour l'exercice financier 2004. Les sections suivantes devraient être lues parallèlement à l'information présentée dans la rubrique « Revue financière », particulièrement en ce qui a trait au tableau des éléments significatifs.

	Objectifs 2004	Résultats 2004
Rendement des capitaux propres		
attribuables aux actionnaires ordinaires	5 %	4,6 %
Revenu dilué par action	1,44 \$	1,33 \$
Revenu total	+ 1 %	- 5 %
Ratio d'efficacité	77 %	78 %
Ratios de capital		
Première catégorie	minimum de 9,5 %	10,5 %
Total	minimum de 13,0 %	14,0 %
Qualité de crédit (pertes sur prêts en % de l'actif moyen)	0,22 %	0,24 %

– La diminution des revenus a eu un impact sur la capacité de la Banque à réaliser ses objectifs pour l'exercice financier 2004, tant en ce qui concerne le revenu dilué par action que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. De plus, la prime payée lors du rachat des actions privilégiées de catégorie A Série 7 et Série 8, a contribué à la baisse du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du revenu dilué par action. Néanmoins, la Banque a ainsi pu réduire son coût du capital pour l'avenir.

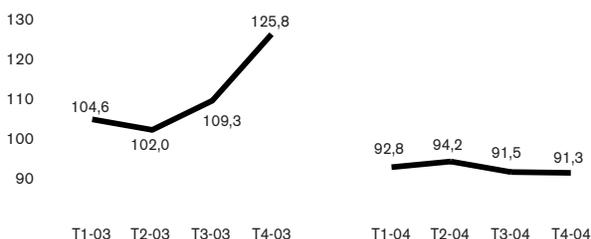
### Revenu total

En millions de dollars



### Frais autres que d'intérêt

En millions de dollars



- Par ailleurs, la baisse des marges nettes d'intérêt, la croissance plus faible des prêts dans certains portefeuilles, ainsi que la diminution de la contribution des activités de trésorerie et de marchés financiers, ont gêné la capacité de la Banque à réaliser son objectif de croissance des revenus pour l'exercice financier 2004.
- Comparativement à l'exercice financier 2003, en excluant les dépenses liées aux succursales vendues en 2003, telles qu'estimées, ainsi que les frais de restructuration encourus en 2003, les frais autres que d'intérêt ont diminué approximativement de 20 millions \$, ou plus de 5 % en 2004, un résultat attribuable aux diverses mesures de réduction des dépenses mises en œuvre au cours des 15 derniers mois. Cela démontre clairement que des efforts considérables ont été consacrés à l'amélioration de l'efficacité et au réaligement des structures d'exploitation de la Banque à la suite de la vente des succursales en 2003. La diminution des revenus des activités s'est toutefois traduite par un ratio d'efficacité légèrement plus faible que prévu, soit 78,0 %.
- Les ratios de capital de première catégorie et de capital total ont dépassé les objectifs et s'établissaient respectivement à 10,5 % et 14,0 %. La Banque est déterminée à maintenir de solides ratios de capital afin de minimiser les risques financiers, alors qu'elle met en œuvre son plan d'affaires.
- Le niveau de pertes sur prêts s'élevait à 0,24 % pour l'exercice financier 2004, alors que l'objectif était fixé à 0,22 %. À titre de comparaison, le niveau de pertes sur prêts pour l'exercice financier 2003 s'élevait à 0,29 %. La Banque a dû faire face à des difficultés relatives à certains prêts commerciaux, ce qui a limité sa capacité à réduire encore davantage son niveau de pertes sur prêts. La qualité du crédit du portefeuille de prêts de la Banque s'est néanmoins améliorée de manière significative au cours de l'exercice financier 2004. Le niveau de prêts douteux bruts a diminué de plus de 30 %, passant de 185 millions \$ au 31 octobre 2003 à 127 millions \$ au 31 octobre 2004. Les prêts douteux nets ont également connu une amélioration significative, soit de plus de 35 millions \$, passant de 22 millions \$ en 2003 à (13) millions \$ en 2004.

#### Objectifs 2005 et 2006

	2004 (réel)	2004 (pro forma <sup>(1)</sup> )	2005 <sup>(2)</sup>	2006
Rendement des capitaux propres				
attribuables aux actionnaires ordinaires	4,6 %	3,4 %	4,5 % à 5,5 %	7 % à 8 %
Revenu dilué par action	1,33 \$	0,97 \$	1,30 \$ à 1,60 \$	2,05 \$ à 2,35 \$
Revenu total	474M \$	462M \$	+ 4 % à 6 %	+ 7 % à 9 %
Ratio d'efficacité	78,0 %	80,1 %	79 % à 77,5 %	75 % à 73,5 %
Ratios de capital				
Première catégorie	10,5 %	10,5 %	minimum de 9,5 %	minimum de 9,5 %
Total	14,0 %	14,0 %	minimum de 13,0 %	minimum de 13,0 %
Qualité du crédit				
(pertes sur prêts en % de l'actif moyen)	0,24 %	0,24 %	0,25 % à 0,22 %	0,25 % à 0,22 %

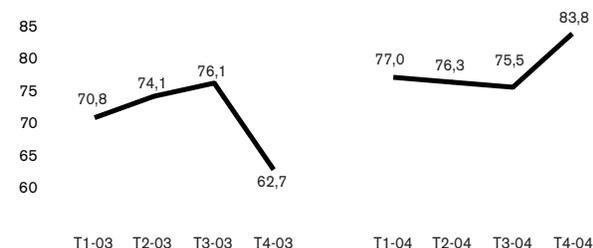
(1) Excluant l'impact des éléments présentés en page 5, à l'exception des ratios de capital.

(2) La direction prévoit une croissance soutenue des revenus d'un trimestre à l'autre.

Le tableau ci-dessus reflète les objectifs de la direction de la Banque pour les exercices financiers 2005 et 2006. La mise en œuvre du repositionnement de la Banque s'est en effet avérée plus longue et plus complexe que prévu. Par ailleurs, la conjoncture en matière de taux d'intérêt et une compétition toujours plus vive ont contribué à la diminution du potentiel d'appréciation des revenus à court terme. Compte tenu de ces facteurs, la révision des objectifs définis l'an dernier pour

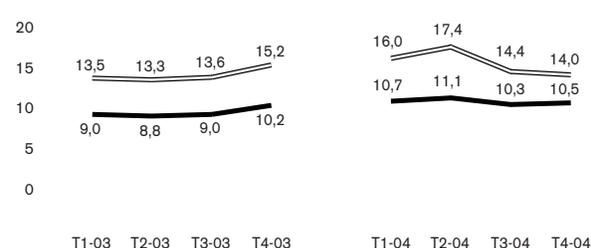
#### Ratio d'efficacité

Frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total



#### Ratio de capital BRI

En pourcentage



— Première catégorie  
 - - - Capital total

les exercices financiers 2005 et 2006 s'avérait nécessaire. Quoi qu'il en soit, le plan d'affaires de la Banque demeure le meilleur plan et la direction n'entend pas s'en écarter.

Afin d'atteindre ces objectifs, la Banque prévoit des améliorations dans tous ses secteurs d'activité. Des initiatives spécifiques en matière de stratégie d'investissement et de couverture, destinées à augmenter de manière substantielle la marge d'intérêt, ont été mises en œuvre au cours du quatrième trimestre 2004. De plus, les efforts soutenus du secteur des services financiers aux particuliers contribueront à rehausser encore davantage les volumes du portefeuille de prêts. Simultanément, le développement de produits et une tarification stratégique devraient permettre au secteur des services financiers aux entreprises de retrouver son rythme de croissance. Enfin, les retombées des économies de coûts liées au réaligement de la structure de capital de la Banque, pour un exercice financier complet, vont contribuer à l'amélioration des revenus. La direction est confiante que les revenus de la Banque vont augmenter d'un trimestre à l'autre et que l'objectif de rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires défini pour l'exercice financier 2005 sera atteint.

## REVUE FINANCIÈRE

Pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2004, la Banque Laurentienne a déclaré un revenu net de 47,8 millions \$, ou 1,33 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 91,9 millions \$, ou 3,32 \$ dilué par action ordinaire en 2003. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'élevait à 4,6 % en 2004, alors qu'il s'élevait à 12,4 % en 2003. Les résultats pour les exercices financiers 2003 et 2004 ont été affectés par un certain nombre de transactions importantes ainsi que par la perte de la contribution provenant des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien vendues en 2003, comme l'indiquent les tableaux de la page 5 du présent rapport. En excluant ces éléments, le revenu net dilué par action ordinaire s'établissait à 0,97 \$ en 2004, comparativement à 1,07 \$ en 2003.

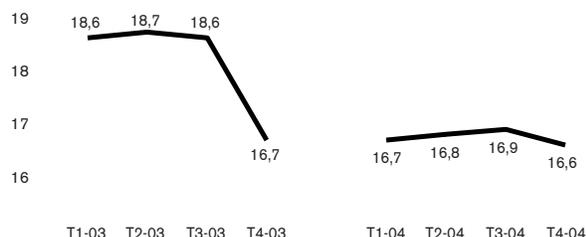
La Banque a tout mis en œuvre au cours de l'exercice financier 2004 afin d'améliorer sa position concurrentielle tout en maintenant sa rentabilité. Toutefois, la croissance plus lente de certaines activités, des pertes sur prêts plus importantes que prévu, un environnement d'affaires hautement compétitif et la perte de la contribution des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien ont contribué à la diminution globale des revenus, comparativement à 2003.

Pour le quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2004, la Banque a déclaré un revenu net de 7,1 millions \$, ou 0,17 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 50,7 millions \$, ou 2,01 \$ dilué par action ordinaire pour la même période en 2003. Pour le troisième trimestre 2004, la Banque a déclaré un revenu net de 13,7 millions \$, ou 0,31 \$ dilué par action ordinaire. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'élevait à 2,4 % pour le quatrième trimestre 2004, alors qu'il s'élevait à 29,5 % pour la même période en 2003 et à 4,2 % pour le troisième trimestre 2004.

Comparativement au troisième trimestre 2004, le revenu net a diminué de 6,6 millions \$. Les résultats pour ce troisième trimestre 2004 incluaient toutefois l'impact positif d'un montant de 7,0 millions \$ qui reflète la vente des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit et de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement, de même que l'ajustement de certaines provisions liées aux succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien vendues en 2003. Les résultats pour le quatrième trimestre 2004 incluent un renversement de la provision générale pour perte sur prêts, d'un montant de 12 millions \$, attribuable principalement à la baisse des volumes de prêts corporatifs et commerciaux au cours des dernières années. Au cours de ce trimestre, la Banque a également renforcé ses provisions spécifiques d'un montant de 12 millions \$. Le reste de l'écart, par rapport au trimestre précédent, est principalement attribuable à la baisse de revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers, y compris une réduction de 2,5 millions \$, liée à la baisse permanente de certaines valeurs de placement.

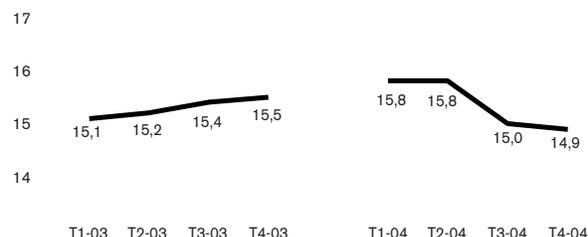
### Actif au bilan

En milliards de dollars



### Actif administré

En milliards de dollars



La baisse de rentabilité, comparativement au quatrième trimestre de 2003, est largement attribuable au gain réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, contrebalancé en partie par certains éléments relatifs à 2003, dont notamment des frais de restructuration, des coûts de rémunération variables plus importants et la réduction de certaines valeurs de placement. La perte de la contribution en 2004 des succursales vendues en Ontario et dans l'Ouest canadien explique aussi la diminution de la rentabilité d'un exercice à l'autre.

#### Éléments significatifs ayant un impact sur les résultats

En millions de dollars, à l'exception des montants par action		Éléments, avant impôts sur le revenu	Éléments, net des impôts sur le revenu	Dilué par action ordinaire
<b>2004</b>				
Augmentation des actifs d'impôts futurs découlant de l'augmentation du taux d'imposition de l'Ontario, net de la part des actionnaires sans contrôle	T1	s.o.	1,5 \$	0,06 \$
Vente du portefeuille de prêts Visa de l'Ontario et de l'Ouest canadien	T2	4,4 \$	3,8	0,16
Vente des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit, et de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement	T3	5,6	4,6	0,20
Révision des provisions liées aux succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien vendues au cours du quatrième trimestre 2003	T3	3,5	2,4	0,10
Coûts associés au remboursement des débetures Série 7	T3	(1,1)	(0,7)	(0,03)
Réduction de la provision générale pour pertes sur prêts et augmentation équivalente des provisions spécifiques	T4	-	-	-
<b>Impact sur le revenu net</b>		<b>12,4 \$</b>	<b>11,6 \$</b>	<b>0,49 \$</b>
Prime de remboursement payée pour le rachat des actions privilégiées de catégorie A, Séries 7 et 8, et chevauchement des paiements de dividendes	T3		(3,1)	(0,13)
<b>Impact sur le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>			<b>8,5 \$</b>	<b>0,36 \$</b>
<b>2003</b>				
Gain réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien	T4	69,9 \$	54,9 \$	2,34 \$
Frais de restructuration	T3/4	(19,7)	(12,8)	(0,54)
Pertes sur prêts liées à Air Canada	T2/3	(10,0)	(6,5)	(0,28)
<b>Impact sur le revenu net et sur le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>			<b>35,6 \$</b>	<b>1,52 \$</b>

#### Estimation de l'impact de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien sur les résultats d'exploitation pour 2003

En millions de dollars, à l'exception des montants par action	2003 [tel que déclaré]	Gain sur la vente des succursales	Contribution des succursales vendues	2003 [ajusté]
Revenu net d'intérêt	343,2 \$	-	48,9 \$	294,3 \$
Autres revenus	286,7	69,9 \$	13,1	203,7
<b>Revenu total</b>	<b>629,9</b>	<b>69,9</b>	<b>62,0</b>	<b>498,0</b>
Provision pour pertes sur prêts	54,0	-	3,5	50,5
Frais autres que d'intérêt	441,8	-	32,2	409,6
<b>Impact sur le revenu net</b>	<b>s.o.</b>	<b>54,9 \$</b>	<b>17,1 \$</b>	<b>s.o.</b>
<b>Impact sur le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>s.o.</b>	<b>2,34 \$</b>	<b>0,73 \$</b>	<b>s.o.</b>

Le **revenu total** de la Banque s'établissait à 474,0 millions \$ pour l'exercice financier 2004, comparativement à 629,9 millions \$ pour l'exercice financier 2003. En excluant le gain de 69,9 millions \$ réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien et de la contribution de ces succursales, évaluée à 62,0 millions \$, le revenu total pour 2003 s'établirait approximativement à 498,0 millions \$. Les résultats de 2004 incluent également les retombées positives de la disposition d'actifs et de la révision des provisions, d'une valeur totale de 13,5 millions \$, ainsi que les coûts associés au remboursement de débetures, au montant de 1,1 million \$, tel que décrit ci-dessus. En excluant ces éléments, la diminution du revenu total, d'un exercice financier à l'autre, s'établissait approximativement à 36,4 millions \$ ou 7,0 %.

Le revenu net d'intérêt a diminué, passant de 343,2 millions \$, ou 294,3 millions \$ en excluant la contribution estimative des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien en 2003 à 275,0 millions \$ en 2004. Cette diminution découle principalement de la réduction des marges nettes d'intérêt qui sont passées de 1,85 % en 2003 à 1,68 % en 2004. Les pressions exercées par la concurrence, conjuguées à la baisse du taux de base moyen, ont contribué à cette réduction des marges.

Les autres revenus s'élevaient à 199,0 millions \$ en 2004, comparativement à 286,7 millions \$ ou 203,7 millions \$ en 2003, exclusion faite du gain de 69,9 millions \$ réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi que de la perte de la contribution de ces succursales, évaluée à 13,1 millions \$. La diminution nette de 4,7 millions \$ encourue en 2004 est principalement attribuable à une baisse de 20,3 millions \$ des revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers, qui sont passés de 50,9 millions \$ à 30,6 millions \$, contrebalancée par le gain de 13,5 millions \$ réalisé grâce à la disposition d'actifs et à la révision des provisions liées aux succursales vendues, ainsi que par l'augmentation de 3,5 millions \$ des revenus des activités de courtage. Les revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers ont été affectés par des conditions de marché défavorables, particulièrement dans la dernière partie de l'exercice financier. Par ailleurs, des changements, tant dans le marché des capitaux que dans la réglementation, ont eu pour effet d'atténuer l'importance accordée aux gains en capital comptabilisés comme autres revenus au bénéfice de l'amélioration du revenu net d'intérêt. Inversement, les résultats des activités de courtage ont dépassé les attentes alors que les volumes de transactions ont augmenté tant du côté des particuliers que des investisseurs institutionnels.

Le revenu total pour le quatrième trimestre 2004 s'établissait à 108,9 millions \$, comparativement à 200,8 millions \$ pour le quatrième trimestre 2003. Les résultats pour 2003 incluaient le gain de 69,9 millions \$ réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, ainsi que les revenus de ces succursales, évalués à 13,6 millions \$ approximativement. En outre, les revenus ont été affectés par la baisse de la contribution des activités de trésorerie et de marchés financiers, telle qu'expliquée ci-dessus.

**La provision pour pertes sur prêts**, incluant un renversement de la provision générale de 12,0 millions \$, s'établissait à 40,0 millions \$, ou 0,24 % de l'actif moyen, comparativement à 54,0 millions \$, ou 0,29 % de l'actif moyen, en 2003. Les pertes sur prêts, plus élevées que prévues en 2004, découlent principalement d'une perte de 1,6 million \$ liée spécifiquement au portefeuille de marges de crédit personnelles de B2B Trust, ainsi que de provisions additionnelles s'élevant approximativement à 12,0 millions \$ prévues pour faire face à certains prêts particuliers dans les portefeuilles de prêts personnels et commerciaux.

La qualité du crédit s'est améliorée de manière significative, comparativement à l'exercice financier précédent. En fait, les prêts douteux bruts ont diminué, passant de 185 millions \$ en 2003 à 127 millions \$ en 2004, soit une amélioration de plus de 30 %. Le niveau global de provisions est maintenant plus élevé que les prêts douteux bruts, ce qui se solde par des prêts douteux nets négatifs de 13,0 millions \$ (-0,1 % du total des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente). Au 31 octobre 2003, les prêts douteux nets s'élevaient à 22,0 millions \$, ou 0,2 % du total des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente. Cette amélioration est principalement attribuable aux portefeuilles de prêts commerciaux, alors que les autres portefeuilles demeuraient à des niveaux semblables.

La provision générale a diminué et s'établissait à 65,3 millions \$ au 31 octobre 2004, alors qu'elle s'établissait à 77,3 millions \$ au 31 octobre 2003, soit une baisse nette de 12,0 millions \$. La réduction de la provision générale est principalement attribuable à la diminution globale de l'exposition aux risques de crédit des portefeuilles de prêts corporatifs et commerciaux. La note 3 des états financiers intermédiaires consolidés fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

**Les frais autres que d'intérêt** s'élevaient à 369,7 millions \$ en 2004, alors qu'ils s'élevaient à 441,8 millions \$ en 2003, ou 389,9 millions \$ en excluant les frais de restructuration de 19,7 millions \$ avant impôt sur le revenu ainsi que les frais estimés à 32,2 millions \$ liés aux succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Le ratio d'efficacité est demeuré stable, à 78 %, en 2004, lorsque comparé au ratio d'efficacité *pro forma* établi en 2003. Si ce ratio ne s'est pas amélioré, il n'en reflète pas moins les retombées positives d'importantes initiatives en matière de contrôle des coûts qui ont contrebalancé l'impact de la baisse du revenu total.

Pour le quatrième trimestre 2004, les frais autres que d'intérêt s'élevaient à 91,3 millions \$, comparativement à 125,8 millions \$ pour le quatrième trimestre 2003. Cette diminution, d'un exercice financier à l'autre, est principalement attribuable à une réduction des coûts de la rémunération incitative, à une réduction des frais d'amortissement en 2004, ainsi qu'aux frais de restructuration et aux dépenses des succursales vendues en 2003.

**Les impôts sur le revenu** s'établissaient à 14,6 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 22,7 %, pour l'exercice financier 2004. En excluant l'effet des impôts moins élevés sur les gains réalisés à la suite de diverses dispositions d'actifs au cours de l'exercice financier ainsi que l'ajustement des actifs d'impôts futurs à la suite de l'augmentation des taux d'imposition en Ontario, le taux d'imposition effectif s'établirait à 27,6 %. Pour l'exercice financier 2003, les impôts sur le revenu s'établissaient à 38,6 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 28,8 %, ce qui reflétait les impôts moins élevés sur le gain réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Le taux d'imposition plus élevé en 2003, comparativement à 2004, découle entre autres des taux d'imposition plus élevés applicables aux revenus touchés en Ontario et dans l'Ouest canadien.

Pour le quatrième trimestre 2004, les impôts sur le revenu s'établissaient à 1,6 million \$, soit un taux d'imposition effectif de 18,5 %, et incluaient l'effet positif d'ajustements en fin d'exercice financier de l'ordre de 1,0 million \$.

**L'actif au bilan** s'élevait à 16,6 milliards \$ au 31 octobre 2004, comparativement à 16,7 milliards \$ au 31 octobre 2003. Cette diminution, en liquidités essentiellement, est surtout attribuable au remboursement de débentures subordonnées et au rachat de la part des actionnaires sans contrôle de B2B Trust.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires est demeuré stable, à 11,4 milliards \$, au 31 octobre 2004, comparativement à la même date en 2003. La croissance substantielle des activités de détail, à savoir dans les portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de marges de crédit, a dépassé les attentes. Toutefois les baisses dans le domaine des prêts hypothécaires commerciaux et des prêts corporatifs, à la suite du repositionnement des Services financiers aux entreprises amorcé au cours de l'exercice financier 2002, ont entraîné une baisse des volumes de prêts. Pendant ce temps, les autres portefeuilles de prêts personnels, pour leur part, sont demeurés stables. La récente campagne de publicité dans les médias, le déploiement du modèle *Entrepreneurship*, la publicité directe supportée par de nouvelles capacités en matière de gestion de la relation client, la réouverture et la rénovation de certaines succursales, ainsi que d'autres initiatives en marketing ont contribué à rehausser la visibilité de la Banque dans son principal marché et à améliorer son rythme de croissance.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels, y compris les prêts au bilan et les prêts titrisés, ont augmenté de 145 millions \$ entre le 31 octobre 2003 et le 31 octobre 2004. La persistance de conditions favorables dans le marché immobilier et une attention toute particulière aux services financiers directs au Québec ont permis à la Banque de prendre part à la croissance des marchés, et ce, malgré une vive concurrence. Le portefeuille de prêts personnels, qui s'élève à 3,6 milliards \$, s'établit au même niveau qu'au terme de l'exercice financier précédent. Les nouvelles stratégies de tarification et de commissions mises en œuvre en 2003 pour les activités de financement aux points de vente (prêts à la consommation) ont permis d'améliorer la rentabilité. Les volumes ont toutefois légèrement diminué de 6 %. Les prêts à l'investissement, y compris les prêts REER et les prêts sur fonds communs de placement, ont augmenté de 3 % et s'élevaient à 1 145 millions \$, grâce à l'amélioration des conditions de marché dans le domaine des fonds communs de placement. Le portefeuille de marges de crédit a augmenté de 18 % grâce à une solide performance du réseau de succursales et au développement des activités de B2B Trust.

#### Portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels

En millions de dollars	2004	Aux 31 octobre 2003
Prêts hypothécaires résidentiels, tels que présentés au bilan	5 509 \$	5 274 \$
Prêts titrisés, excluant les prêts liés aux succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien	482	572
<b>Total des prêts hypothécaires résidentiels, incluant les prêts titrisés</b>	<b>5 991 \$</b>	<b>5 846 \$</b>

#### Prêts personnels

En millions de dollars	2004	Aux 31 octobre 2003
Prêts à l'investissement	1 145 \$	1 113 \$
Prêts à la consommation	1 626	1 731
Marges de crédit	580	493
Visa, prêts étudiants et autres prêts	288	309
	<b>3 639 \$</b>	<b>3 646 \$</b>

Le total des dépôts des particuliers est demeuré relativement stable, comparativement au 31 octobre 2003, et s'établissait à 10,5 milliards \$ au 31 octobre 2004. La diminution de 105 millions \$ des dépôts à terme effectués principalement par l'entremise de courtiers, a été contrebalancée en partie par une augmentation de 50 millions \$ des dépôts à vue et à préavis effectués par l'entremise du réseau de succursales. Les dépôts d'entreprises et les autres dépôts ont diminué de 327 millions \$ depuis le 31 octobre 2003, d'autres sources s'avérant suffisantes pour le financement des activités. Les dépôts des particuliers représentaient 81 % du total des dépôts, qui s'élevait à 12,9 milliards \$, au 31 octobre 2004, comparativement à 79 % au 31 octobre 2003.

**Le capital total** de la Banque, qui se compose des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, d'actions privilégiées et de débentures, s'élevait à 1 137 millions \$ au 31 octobre 2004, comparativement à 1 315 millions \$ au 31 octobre 2003, soit une diminution de 178 millions \$. Cet écart est essentiellement attribuable aux diverses transactions conclues depuis le début de l'exercice financier et destinées à réajuster le capital en fonction des besoins anticipés ainsi qu'à réduire l'ensemble des coûts en capital.

Au cours de l'exercice financier 2004, le rachat des actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, Série 7 et Série 8 à 7,75 %, pour un montant de 102 millions \$, l'émission d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, Série 10 à 5,25 % pour un montant de 108 millions \$ (incluant les frais d'émission) et le rachat des débentures Série 7 à 5,75 % pour un montant de 100 millions \$ ont entraîné une réduction nette de 94 millions \$ du capital total de la Banque. Le capital total a diminué en outre de 43 millions \$ à la suite de la privatisation de B2B Trust et de 49,5 millions \$ à la suite du rachat sur le marché de débentures Série 8 à 7,0 %.

Le 9 novembre 2004, compte tenu de son excédent de capital, la Banque a fait connaître son intention de rembourser la totalité de ses débetures Série 8, le 15 décembre 2004, dont 49,5 millions \$ avait déjà été rachetées au 31 octobre 2004.

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont augmenté et s'établissaient à 677 millions \$ au 31 octobre 2004, comparativement à 673 millions \$ au 31 octobre 2003. Au 31 octobre 2004, 23 511 343 actions ordinaires étaient en circulation et la valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque avait légèrement augmenté, passant de 28,73 \$ au 31 octobre 2003 à 28,78 \$ au 31 octobre 2004.

Le ratio BRI de capital de première catégorie s'est amélioré et s'établissait à 10,5 %, comparativement à 10,2 % au 31 octobre 2003, un résultat attribuable à la diminution de l'actif pondéré par le risque. Le ratio BRI de capital total a diminué à 14,0 %, alors qu'il s'établissait à 15,2 % au 31 octobre 2003, un résultat attribuable aux transactions décrites ci-dessus. Ces ratios se comparent avantageusement à ceux des autres banques canadiennes. Le ratio des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires (soit les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels) sur l'actif pondéré par le risque a diminué à 7,6 %, comparativement à 7,8 % au 31 octobre 2003, en raison principalement de la privatisation de B2B Trust.

Au cours de sa réunion tenue le 4 novembre 2004, le conseil d'administration a pris en considération la solide situation financière de la Banque, telle qu'attestée par ses ratios de capital plus élevés qu'anticipés, ainsi que le gain à venir de la vente de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., et a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées payables le 15 décembre 2004 aux actionnaires inscrits en date du 9 décembre 2004. Par ailleurs, au cours de sa réunion tenue le 8 décembre 2004, le conseil d'administration a annoncé le paiement d'un dividende de 0,29 \$ par action ordinaire, payable le 1<sup>er</sup> février 2005 aux actionnaires inscrits en date du 4 janvier 2005.

L'actif administré s'établissait à 14,9 milliards \$ au 31 octobre 2004, comparativement à 15,5 milliards \$ au 31 octobre 2003 et à 15,0 milliards \$ au 31 juillet 2004. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution des prêts hypothécaires sous gestion liés aux activités de titrisation.

#### INFORMATION SECTORIELLE

Pour l'exercice financier 2004, les résultats de la ligne d'affaires Services financiers aux particuliers se sont améliorés de manière significative, comparativement à l'exercice financier 2003, principalement grâce à une réduction des pertes sur prêts et à une augmentation du niveau d'activités. Les Services financiers aux entreprises ont également amélioré leur contribution grâce à une réduction des pertes sur prêts, alors que la performance de B2B Trust est demeurée relativement stable. La ligne d'affaires Gestion du patrimoine et Courtage a, quant à elle, bénéficié d'une augmentation du niveau d'activités, ce qui lui a permis de dépasser ses objectifs pour l'exercice financier. Toutes les lignes d'affaires ont contribué de manière positive aux efforts déployés pour améliorer l'efficacité et rationaliser les opérations de la Banque, à la suite de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

#### Contributions au revenu net (tel que déclaré)

En millions de dollars	Services financiers aux particuliers	Services financiers aux entreprises	B2B Trust	Gestion du patrimoine et Courtage	Autres	Total <sup>(1)</sup>
<b>2004</b>						
Revenu net	23,7	24,4	10,2	4,3	(14,8)	47,8
	38 %	39 %	16 %	7 %	s.o.	100 %
<b>2003</b>						
Revenu net	16,8	20,8	11,0	8,7	34,6	91,9
	30 %	36 %	19 %	15 %	s.o.	100 %
<b>T4 – 2004</b>						
Revenu net	3,8	7,0	3,1	1,3	(8,1)	7,1
	25 %	46 %	20 %	9 %	s.o.	100 %
<b>T3 – 2004</b>						
Revenu net	4,7	6,1	1,4	0,8	0,7	13,7
	36 %	47 %	11 %	6 %	s.o.	100 %
<b>T4 – 2003</b>						
Revenu net	0,6	4,5	2,5	0,8	42,3	50,7
	7 %	54 %	30 %	9 %	s.o.	100 %

(1) Pourcentage de la contribution des quatre lignes d'affaires au revenu net, à l'exclusion du secteur Autres.

### Services financiers aux particuliers

Pour l'exercice 2004, la contribution des Services financiers aux particuliers aux résultats consolidés de la Banque a connu une amélioration de 41 %, et s'établissait à 23,7 millions \$, comparativement à 16,8 millions \$ en 2003, incluant la contribution des succursales vendues en 2003 d'un montant estimé à 9,3 millions \$. Les résultats pour le deuxième trimestre 2004 incluaient une partie du gain réalisé grâce à la vente du portefeuille Visa, soit un montant de 2,1 millions \$, alors que les résultats pour le troisième trimestre incluaient un montant de 1,0 million \$ provenant de la vente des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit et de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement. En excluant ces éléments, et en tenant compte du fait que les résultats pour l'exercice financier 2003 incluaient la contribution des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, les résultats pour l'exercice financier 2004 indiquent une amélioration significative de plus de 20 %.

En excluant l'impact de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien réalisée à la fin de l'exercice financier 2003 ainsi que la disposition d'actifs telle que décrite ci-dessus, les revenus ont augmenté de 15 millions \$ approximativement, principalement en raison d'une augmentation des volumes de prêts et d'autres facteurs. Les pertes sur prêts ont également connu une amélioration significative au cours de l'exercice financier 2004, soit de 9 millions \$, dont 3,5 millions \$ attribuables aux succursales vendues en 2003. Les frais d'exploitation ont diminué de 43,7 millions \$, un résultat attribuable principalement aux économies liées aux succursales vendues et au programme de réduction des dépenses mis en œuvre en 2003.

Les résultats pour le quatrième trimestre 2004 s'élevaient à 3,8 millions \$, comparativement à 0,6 million \$ pour le quatrième trimestre 2003, y compris la contribution des succursales vendues, estimée à 2,5 millions \$. Les améliorations sont principalement attribuables aux économies associées au programme de réduction des dépenses, à la baisse des coûts de la rémunération incitative et à la réduction des pertes sur prêts.

Tout au long de l'exercice financier 2004, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre ou menées à terme, et elles ont contribué, directement ou indirectement à la réalisation des objectifs de performance. Au premier plan, le projet *Entrepreneurship*, mis en branle en 2002 et élargi depuis à l'ensemble du réseau de succursales de la Banque, a joué un rôle moteur dans la mobilisation des employés et des gestionnaires pour l'amélioration de la performance de toutes les succursales et, par conséquent, pour l'amélioration de la satisfaction des clients. Ainsi, en disposant d'une plus grande autonomie et en développant leur sens de la responsabilisation, les employés s'engagent encore plus activement dans le développement de la Banque.

Le déploiement de cet esprit d'entrepreneurship dans l'ensemble du réseau de succursales a permis à la Banque de capitaliser sur l'une de ses forces fondamentales – la qualité du service – et de la rehausser grâce à la mise en valeur de caractéristiques uniques, telles la simplicité, la flexibilité et une approche personnalisée. La mise en œuvre d'un nouveau programme de qualité a d'ailleurs permis à la Banque de réaliser beaucoup de progrès à cet égard. Des sondages auprès des clients et des questionnaires sur le site Internet de la Banque, ainsi que l'utilisation de clients-mystères, font maintenant partie des outils conçus pour favoriser une amélioration de la qualité du service. Par ailleurs, selon les résultats d'une étude indépendante réalisée par M. Jasmin Bergeron, professeur à l'Université du Québec à Montréal, les conseillers financiers de la Banque Laurentienne se classent au premier rang au Québec en ce qui concerne la qualité du service.

Par ailleurs, des activités de marketing plus intensives, y compris des campagnes de publicité directe et dans les médias, ont suscité un intérêt renouvelé pour la Banque en 2004. Ces initiatives, conçues pour rehausser la visibilité de la Banque, se poursuivront au cours de l'exercice financier 2005.

Le dynamisme que les Services financiers aux particuliers ont manifesté dans la réalisation de leur plan d'affaires, à ce jour, a produit des résultats positifs. La Banque a récemment annoncé l'ouverture de cinq succursales avec un tout nouveau concept de boutiques de services financiers. Ce concept traduit une approche totalement repensée des activités bancaires dans une succursale.

En plus du design original de l'architecture des nouvelles succursales, tous les détails ont été repensés afin que les clients se sentent à l'aise de prendre leur temps et puissent développer des liens toujours plus étroits avec leur banque. Des espaces pour amuser les enfants, des îlots de service en remplacement des comptoirs traditionnels et une zone bibliothèque, entre autres, sont quelques-unes des innovations qui distinguent les nouvelles succursales de la Banque Laurentienne.

Trois nouvelles succursales ont été ouvertes au mois de novembre et au début du mois de décembre 2004; une nouvelle succursale doit ouvrir au cours des prochains jours et une cinquième est prévue ouvrir pour le mois de janvier 2005.

En plus d'influencer le design architectural des nouvelles succursales de la Banque, le concept de boutiques de services financiers sera graduellement mis en pratique dans tout le réseau de succursales. Ces nouvelles succursales, entre autres initiatives, contribueront à accélérer la croissance de la Banque au cours de l'exercice financier 2005 et pour les années à venir.

### Services financiers aux entreprises

Pour l'exercice financier 2004, la contribution des Services financiers aux entreprises aux résultats consolidés de la Banque s'est améliorée de 17 % et s'établissait à 24,4 millions \$, comparativement à 20,8 millions \$ en 2003. Cette ligne d'affaires a continué à déclarer des résultats constants tout au long de l'exercice financier. La croissance des revenus a été freinée par le faible niveau persistant de la demande de financement commercial. Cependant, la diminution des pertes sur prêts a permis à cette ligne d'affaires d'augmenter sa contribution. De plus, l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille de prêts commerciaux a été particulièrement remarquable au cours des douze derniers mois, comme en témoigne le fait que le niveau de prêts douteux a diminué de 35 %.

Pour le quatrième trimestre 2004, les résultats s'établissaient à 7,0 millions \$, comparativement à 4,5 millions \$ pour le quatrième trimestre 2003, incluant le renversement de la provision générale d'un montant de 4,0 millions \$, ou 2,4 millions \$, net des impôts sur le revenu, en 2003. Cette amélioration est attribuable principalement à la diminution des pertes sur prêts.

D'un coup d'œil rétrospectif, les résultats des diverses niches de marché de la Banque se sont avérés mixtes au cours de l'exercice financier 2004. L'équipe de financement immobilier a su profiter de la vigueur de ce marché, ce qui lui a permis d'atteindre des sommets historiques dans le domaine des prêts à la construction. Ces résultats ont pu être réalisés grâce à l'ouverture d'un bureau à Ottawa et à l'augmentation du niveau d'activités dans la région de Montréal, le tout conjugué à un roulement régulier de transactions dans la grande région de Toronto. Quoiqu'on anticipe un ralentissement du marché de la construction dans certaines régions, l'augmentation récente des forces de vente dans l'Ouest canadien permettra à la Banque de saisir de nouvelles occasions d'affaires rentables.

Le portefeuille de prêts agricoles est demeuré stable au cours de l'exercice financier 2004, alors que l'impact de la crise suscitée par la maladie de la vache folle se faisait toujours sentir. De plus, une compétition toujours plus vive, manifeste dans des politiques de tarification agressives en matière de prêts garantis par le gouvernement, a contribué à limiter le potentiel de croissance. Au cours de l'exercice financier 2005, la mise en œuvre d'un concept de « centre satellite » permettra d'étendre le rayonnement géographique de la Banque.

Le portefeuille de prêts destinés aux petites et moyennes entreprises est demeuré stable au cours de l'exercice financier 2004, un résultat attribuable à la faiblesse de la demande et à la compétition toujours plus vive dans ce marché, particulièrement au Québec. Dans le secteur de la micro-entreprise, les comptes détenus par les clients ont été regroupés dans des « centres virtuels » où les services sont fournis par Internet et par le centre d'appels. Dans le marché des entreprises de taille moyenne, l'ouverture de trois centres au Québec a permis d'améliorer la position de la Banque à titre d'institution financière alternative, principalement dans les régions. Les activités de la Banque en Ontario, pour leur part, se concentrent désormais dans le segment des prêts de 1 million \$ à 20 millions \$, là où la Banque estime avoir les meilleurs atouts pour réussir.

Le portefeuille de prêts corporatifs a substantiellement diminué au cours de l'exercice financier 2004, à la suite de la décision de la Banque de réduire son exposition aux risques. À compter du début de l'exercice financier 2005, ce qui reste de ce portefeuille sera confié à l'équipe de la trésorerie, selon une approche de gestion intégrée des risques qui inclura des prêts directs ainsi que des investissements dans des produits financiers synthétiques.

### B2B Trust

À la suite de la privatisation de B2B Trust le 8 juin 2004, les résultats de cette ligne d'affaires reflètent désormais son statut de filiale à part entière. La contribution de B2B Trust au revenu net a diminué de 0,8 million \$, s'établissant à 10,2 millions \$ en 2004, comparativement à 11,0 millions \$ en 2003. Cette baisse du revenu net, d'un exercice financier à l'autre, est attribuable à une diminution de revenus de 4,4 millions \$ et à une augmentation de la provision pour pertes sur prêts de 2,9 millions \$, contrebalancées par une réduction des coûts d'exploitation de 0,8 million \$, une diminution des impôts sur le revenu de 4,0 millions \$ et une réduction de 1,7 million \$ de la part des actionnaires sans contrôle en raison de la privatisation de B2B Trust.

Le revenu net pour le quatrième trimestre 2004 s'établissait à 3,1 millions \$, soit une augmentation de 0,6 million \$ d'un exercice financier à l'autre. Les revenus pour le quatrième trimestre 2004 sont demeurés pratiquement inchangés et s'élevaient à 14,5 millions \$, comparativement à 15,1 millions \$ pour le quatrième trimestre 2003. Les frais autres que d'intérêt s'établissaient à 8,8 millions \$, encore là pratiquement inchangés par rapport à 9,3 millions \$ pour le quatrième trimestre 2003. Le ratio d'efficacité s'établissait donc à 61,0 % pour le quatrième trimestre 2004, comparativement à 61,8 % pour le quatrième trimestre 2003.

La provision pour pertes sur prêts pour le quatrième trimestre 2004 s'établissait à 1,1 million \$, comparativement à 0,4 million \$ pour le quatrième trimestre 2003. Cet écart dans les pertes sur prêts est principalement lié au développement en cours d'un portefeuille de marges de crédit personnelles lequel a augmenté de 44 millions \$, soit 45 %, par rapport à l'exercice financier précédent.

Les prêts à l'investissement et les prêts REER s'élevaient à 1,1 milliard \$ au 31 octobre 2004, soit une augmentation de 32 millions \$, ou 3 %, d'un exercice financier à l'autre. Ce résultat atteste la stabilité de ces produits clés auprès des consommateurs, de même que les étroites relations d'affaires de B2B Trust avec les intermédiaires financiers. Ces produits clés constituent d'ailleurs plus de 50 % des revenus de B2B Trust.

## Portefeuilles de prêts de B2B Trust

En millions de dollars	31 octobre 2004	30 juillet 2004	31 octobre 2003
Investissement	1 145 \$	1 141 \$	1 113 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	616	672	784
Marges de crédit	141	117	97
	1 902 \$	1 930 \$	1 994 \$

### Gestion du patrimoine et Courtage

La ligne d'affaires Gestion du patrimoine et Courtage a déclaré un revenu net de 4,3 millions \$ pour l'exercice financier 2004, comparativement à 8,7 millions \$ pour l'exercice financier 2003, y compris le gain après impôt sur le revenu de 6,7 millions \$ réalisé grâce à la vente d'actions TSX.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne a amélioré de manière substantielle sa contribution aux résultats de la Banque. Pour l'exercice financier 2004, le revenu net s'élevait à 4,1 millions \$, une augmentation remarquable par rapport à l'exercice financier précédent alors que la contribution s'établissait à 2,2 millions \$, en excluant le gain après impôt sur le revenu de 6,7 millions \$ réalisé grâce à la vente d'actions TSX. Le revenu total s'élevait à 21,7 millions \$ pour l'exercice financier 2004, comparativement à 18,2 millions \$ pour l'exercice financier 2003, en excluant le gain réalisé grâce à la vente d'actions TSX. Valeurs mobilières Banque Laurentienne exploite deux secteurs d'activité : une division de transactions à revenu fixe et des activités de courtage au détail.

La coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. a amélioré ses résultats, les portant à 0,4 million \$ (0,2 million \$ – participation de 50 %) pour l'exercice financier 2004, comparativement à une perte de 0,4 million \$ (0,2 million \$ – participation de 50 %) pour l'exercice financier 2003. Les frais de gestion se sont améliorés et atteignaient 11,2 millions \$ (5,6 million \$ – participation de 50 %) pour l'exercice financier 2004, comparativement à 8,5 millions \$ (4,3 million \$ – participation de 50 %) pour l'exercice financier 2003. Les fonds communs de placement sous gestion ont également augmenté, de 24 %, et s'élevaient à 910 millions \$ au 31 octobre 2004, en raison d'une bonne performance en ce qui concerne les ventes et de l'augmentation des cours du marché. La valeur globale des actifs sous gestion a augmenté à 1,7 milliard \$ au 31 octobre 2004, comparativement à 1,6 milliard \$ au 31 octobre 2003. BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. gère des portefeuilles pour ses divisions de fonds communs de placement et de gestion financière, privée et institutionnelle.

Pour le quatrième trimestre 2004, la ligne d'affaires Gestion du patrimoine et Courtage a déclaré un revenu net de 1,3 million \$, comparativement à 0,8 million \$ pour le quatrième trimestre 2003.

### Vente de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Le 4 novembre 2004, la Banque et son coentrepreneur, la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, ont signé une entente de principe pour la vente de toutes les actions en circulation de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. à Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. Cette entente prévoit également que la Banque continuera à distribuer les Fonds R au cours des dix prochaines années. La clôture de la transaction est prévue pour le premier trimestre 2005, sujet à l'obtention des approbations réglementaires. L'entente prévoit le paiement d'un montant initial d'approximativement 65 millions \$, établi sur la base de l'actif sous gestion au moment de la clôture de la transaction et d'un montant final de 8 millions \$ au terme de la cinquième année. Le montant initial est assujéti à une clause de récupération pouvant aller jusqu'à 28 millions \$ au cours des cinq premières années, si certaines conditions de ventes minimales nettes ne sont pas satisfaites. Le montant final est également assujéti à certaines conditions, établies sur la base des ventes.

Cette entente permettrait à la Banque de dégager un gain pouvant atteindre plus de 30 millions \$, sujet à une clause de récupération et à certaines autres conditions, dont les résultats de ventes. Une partie de ce gain sera comptabilisée lors de la clôture de la transaction, et le solde, par la suite. La note 11 des états financiers intermédiaires consolidés fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

### Autres secteurs

La contribution du secteur Autres de la Banque s'établissait à (14,8) millions \$ pour l'exercice financier 2004, comparativement à 34,6 millions \$ pour l'exercice financier 2003. Les résultats pour 2004 incluent une part de 1,7 million \$ du gain réalisé grâce à la vente du portefeuille de prêts sur carte de crédit, une part de 3,6 millions \$ du gain réalisé grâce à la vente des activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit et de certains droits de gestion de comptes de fonds communs de placement, ainsi que l'impact positif des changements dans l'estimation de certaines provisions liées à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, d'une valeur de 2,4 millions \$. Ces éléments ont toutefois été contrebalancés par les activités de trésorerie et de titrisation, ainsi que par d'autres activités. La contribution nette du secteur Autres pour l'exercice financier 2003 incluait le gain réalisé grâce à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, soit un montant de 54,9 millions \$ après impôts sur le revenu, ainsi que les frais de 12,8 millions \$ après impôts sur le revenu liés au programme de réduction des dépenses.

## RÉGIE D'ENTREPRISE

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque Laurentienne ont examiné ce rapport avant sa publication. Les mesures de contrôle et les procédures adoptées par la Banque permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au premier vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires soient présentés de manière impartiale.



**L. Denis Desautels, O.C.**  
Président du conseil



**Raymond McManus**  
Président et  
chef de la direction

---

## MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PRÉVISIONNELS

Le présent rapport et les renseignements connexes peuvent contenir des énoncés prévisionnels, y compris des énoncés relatifs aux affaires et au rendement financier escompté de la Banque Laurentienne. Ces énoncés prévisionnels sont assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent varier des résultats envisagés dans ces énoncés prévisionnels. De telles variations peuvent être attribuables à divers facteurs dont, entre autres, l'activité des marchés financiers mondiaux, des changements des politiques monétaires et économiques des gouvernements, des variations des taux d'intérêt, des niveaux d'inflation et des conditions économiques en général, des développements de nature législative et réglementaire, la concurrence et des changements technologiques. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des énoncés prévisionnels pour prendre des décisions devraient soigneusement tenir compte des facteurs identifiés ci-dessus ainsi que d'autres incertitudes, et ne devraient pas accorder une confiance indue à de tels énoncés prévisionnels. La Banque Laurentienne ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, oraux ou écrits, émis par elle-même ou en son nom.

## REVENU NET, EXCLUANT LES ÉLÉMENTS SPÉCIAUX

Afin de faciliter l'analyse des données, le revenu net, à l'exclusion de certains éléments, est utilisé dans le présent document. De l'avis de la direction, ces éléments exclus ne devraient pas être pris en considération dans l'analyse de la performance de la Banque. Le revenu net, excluant les éléments spéciaux, n'est pas établi selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, et pourrait ne pas être comparable au revenu net d'une autre entreprise.

## Points saillants financiers

En millions de dollars, sauf les données par action (non vérifiées)	T4-04	T4-03	Variation en pourcentage T4-04/T4-03	Pour les exercices terminés les <b>31 octobre</b> <b>2004</b>	31 octobre 2003	Variation en pourcentage 2004/2003
<b>Résultats</b>						
Revenu net	7,1 \$	50,7 \$	(86,0)%	47,8 \$	91,9 \$	(48,0)%
Revenu net attribuable						
aux actionnaires ordinaires	4,1 \$	47,3 \$	(91,3)%	31,3 \$	77,9 \$	(59,8)%
Rendement des capitaux propres						
attribuables aux actionnaires ordinaires	2,4 %	29,5 %		4,6 %	12,4 %	
<b>Par action ordinaire</b>						
Revenu net						
de base	0,17 \$	2,02 \$	(91,6)%	1,33 \$	3,33 \$	(60,1)%
dilué	0,17 \$	2,01 \$	(91,5)%	1,33 \$	3,32 \$	(59,9)%
Dividendes	0,29 \$	0,29 \$	– %	1,16 \$	1,16 \$	– %
Valeur comptable				28,78 \$	28,73 \$	0,2 %
Cours de l'action – clôture				25,45 \$	27,75 \$	(8,3)%
<b>Situation financière</b>						
Actif au bilan				16 607 \$	16 738 \$	(0,8)%
Actif administré				14 878 \$	15 488 \$	(3,9)%
Prêts, acceptations bancaires et actifs						
achetés en vertu d'ententes de revente,						
montant net				12 434 \$	12 151 \$	2,3 %
Dépôts de particuliers				10 454 \$	10 509 \$	(0,5)%
Capitaux propres, part des actionnaires						
sans contrôle dans une filiale et débetures				1 137 \$	1 315 \$	(13,5)%
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)				23 511	23 436	0,3 %
Prêts douteux nets (en % des prêts,						
acceptations bancaires et actifs achetés						
en vertu d'ententes de revente)				(0,1)%	0,2 %	
Actif pondéré en fonction des risques				7 986 \$	8 411 \$	(5,1)%
<b>Ratio de capital</b>						
Première catégorie – BRI				10,5 %	10,2 %	
Capital total – BRI				14,0 %	15,2 %	
Ratio actif / fonds propres				15,0 x	13,1 x	
Capitaux propres tangibles attribuables						
aux actionnaires ordinaires sur l'actif						
pondéré en fonction des risques				7,6 %	7,8 %	
<b>RATIOS FINANCIERS</b>						
<b>Par action ordinaire</b>						
Ratio cours / bénéfice				19,1 x	8,3 x	
Valeur au marché / valeur comptable				88 %	97 %	
Dividende par action / valeur au marché	4,56 %	4,18 %		4,56 %	4,18 %	
Ratio du dividende versé	167,6 %	14,4 %		87,1 %	34,9 %	
<b>En pourcentage de l'actif moyen</b>						
Revenu net d'intérêt	1,71 %	1,79 %		1,68 %	1,85 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,22 %	0,24 %		0,24 %	0,29 %	
Revenu net	0,17 %	1,09 %		0,29 %	0,50 %	
Revenu net attribuable						
aux actionnaires ordinaires	0,10 %	1,02 %		0,19 %	0,42 %	
<b>Rentabilité</b>						
Autres revenus (en % du revenu total)	35,7 %	58,6 %		42,0 %	45,5 %	
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt						
en % du revenu total)	83,8 %	62,7 %		78,0 %	70,1 %	
<b>AUTRES RENSEIGNEMENTS</b>						
Nombre d'employés en équivalent temps plein				3 125	3 159	
Nombre de succursales				153	155	
Nombre de guichets automatiques				293	284	

## État consolidé des résultats

En milliers de dollars, sauf les données par action (non vérifié)	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les exercices terminés les	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
<b>Revenu d'intérêt</b>					
Prêts	169 487 \$	169 749 \$	214 299 \$	690 789 \$	870 519 \$
Valeurs mobilières	14 521	12 384	17 743	57 546	76 502
Dépôts à d'autres institutions financières	2 145	2 410	3 446	9 807	11 658
	<b>186 153</b>	<b>184 543</b>	<b>235 488</b>	<b>758 142</b>	<b>958 679</b>
<b>Frais d'intérêt</b>					
Dépôts et autres éléments de passif	109 785	109 258	145 416	455 950	587 711
Débitures subordonnées (note 5)	6 336	7 047	6 993	27 184	27 742
	<b>116 121</b>	<b>116 305</b>	<b>152 409</b>	<b>483 134</b>	<b>615 453</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>70 032</b>	<b>68 238</b>	<b>83 079</b>	<b>275 008</b>	<b>343 226</b>
<b>Provision pour pertes sur prêts (note 3)</b>	<b>8 888</b>	<b>10 862</b>	<b>11 000</b>	<b>40 000</b>	<b>54 000</b>
	<b>61 144</b>	<b>57 376</b>	<b>72 079</b>	<b>235 008</b>	<b>289 226</b>
<b>Autres revenus</b>					
Frais et commissions sur prêts et dépôts	22 063	22 076	24 556	89 183	101 452
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	789	5 734	9 672	30 620	50 858
Activités de courtage	5 060	4 579	4 054	20 223	16 729
Gain sur cession d'actifs (notes 2 et 9)	-	9 082	69 946	13 517	69 946
Revenus tirés de la vente et de la gestion de fonds communs de placement	3 182	3 140	2 804	12 886	10 654
Revenus de régimes enregistrés autogérés	2 979	2 885	3 085	12 241	12 635
Revenus d'assurance	1 504	1 141	1 181	6 061	6 694
Revenus (pertes) de titrisation	266	2 191	(120)	4 437	1 048
Autres	3 048	2 085	2 587	9 781	16 704
	<b>38 891</b>	<b>52 913</b>	<b>117 765</b>	<b>198 949</b>	<b>286 720</b>
	<b>100 035</b>	<b>110 289</b>	<b>189 844</b>	<b>433 957</b>	<b>575 946</b>
<b>Frais autres que d'intérêt</b>					
Salaires et avantages sociaux	44 617	46 330	55 883	182 929	204 944
Frais de locaux et technologie	26 301	25 049	32 805	104 682	128 982
Frais de restructuration	-	-	16 634	-	19 725
Autres	20 369	20 121	20 517	82 108	88 129
	<b>91 287</b>	<b>91 500</b>	<b>125 839</b>	<b>369 719</b>	<b>441 780</b>
<b>Revenu avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale</b>	<b>8 748</b>	<b>18 789</b>	<b>64 005</b>	<b>64 238</b>	<b>134 166</b>
Impôts sur le revenu	1 618	4 860	12 533	14 551	38 659
<b>Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale</b>	<b>7 130</b>	<b>13 929</b>	<b>51 472</b>	<b>49 687</b>	<b>95 507</b>
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale (note 4)	-	260	751	1 916	3 640
<b>Revenu net</b>	<b>7 130 \$</b>	<b>13 669 \$</b>	<b>50 721 \$</b>	<b>47 771 \$</b>	<b>91 867 \$</b>
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents	3 062	4 486	3 466	14 506	13 943
Prime sur le rachat d'actions privilégiées (note 6)	-	2 000	-	2 000	-
<b>Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>4 068 \$</b>	<b>7 183 \$</b>	<b>47 255 \$</b>	<b>31 265 \$</b>	<b>77 924 \$</b>
<b>Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)</b>					
de base	23 511	23 490	23 426	23 485	23 416
dilué	23 539	23 524	23 465	23 521	23 457
<b>Revenu net par action ordinaire</b>					
de base	0,17 \$	0,31 \$	2,02 \$	1,33 \$	3,33 \$
dilué	0,17 \$	0,31 \$	2,01 \$	1,33 \$	3,32 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# Bilan consolidé

En milliers de dollars (non vérifié)	31 octobre 2004	31 octobre 2003
<b>ACTIF</b>		
<b>Liquidités</b>		
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	75 653 \$	100 001 \$
Dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	252 779	622 923
Chèques et autres effets en transit, montant net (note 1)	-	111 809
	<b>328 432</b>	<b>834 733</b>
<b>Valeurs mobilières</b>		
Portefeuille de placement	2 007 471	2 054 553
Portefeuille de négociation	995 004	1 016 323
	<b>3 002 475</b>	<b>3 070 876</b>
<b>Actifs achetés en vertu d'ententes de revente</b>		
	<b>1 133 920</b>	<b>882 036</b>
<b>Prêts (note 3)</b>		
Personnels	3 638 991	3 646 070
Hypothécaires résidentiels	5 509 022	5 274 128
Hypothécaires commerciaux	604 085	705 101
Commerciaux et autres	1 542 760	1 571 491
	<b>11 294 858</b>	<b>11 196 790</b>
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(140 042)	(163 177)
	<b>11 154 816</b>	<b>11 033 613</b>
<b>Autres</b>		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	144 830	235 286
Immobilisations	94 490	114 479
Montants se rapportant aux instruments financiers dérivés	201 717	92 272
Écarts d'acquisition	54 029	54 029
Autres actifs incorporels (note 4)	18 897	1 878
Autres éléments d'actif	473 870	418 566
	<b>987 833</b>	<b>916 510</b>
	<b>16 607 476 \$</b>	<b>16 737 768 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Dépôts</b>		
Particuliers	10 454 368 \$	10 508 592 \$
Entreprises et autres	2 456 672	2 784 357
	<b>12 911 040</b>	<b>13 292 949</b>
<b>Autres</b>		
Engagements afférents à des actifs vendus à découvert	1 495 574	969 663
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	15 907	173 246
Acceptations	144 830	235 286
Montants se rapportant aux instruments financiers dérivés	189 489	94 692
Autres éléments de passif	713 359	656 792
	<b>2 559 159</b>	<b>2 129 679</b>
<b>Débitures subordonnées (note 5)</b>	<b>250 525</b>	<b>400 000</b>
<b>Part des actionnaires sans contrôle dans une filiale (note 4)</b>	<b>-</b>	<b>41 827</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Actions privilégiées (note 6)	210 000	200 000
Actions ordinaires (note 6)	248 593	246 813
Bénéfices non répartis	428 159	426 500
	<b>886 752</b>	<b>873 313</b>
	<b>16 607 476 \$</b>	<b>16 737 768 \$</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé de la variation des capitaux propres

En milliers de dollars (non vérifié)	Pour les exercices terminés les	
	31 octobre 2004	31 octobre 2003
<b>Actions privilégiées (note 6)</b>		
Solde au début de l'exercice	200 000 \$	200 400 \$
Émission au cours de l'exercice	110 000	–
Rachat au cours de l'exercice	(100 000)	(400)
Solde à la fin de l'exercice	210 000	200 000
<b>Actions ordinaires (note 6)</b>		
Solde au début de l'exercice	246 813	246 230
Émissions au cours de l'exercice	1 780	583
Solde à la fin de l'exercice	248 593	246 813
<b>Bénéfices non répartis</b>		
Solde au début de l'exercice	426 500	375 740
Revenu net	47 771	91 867
Dividendes		
Actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents	(14 506)	(13 943)
Actions ordinaires	(27 248)	(27 164)
Frais d'émission d'actions privilégiées, nets des impôts sur le revenu	(2 358)	–
Prime sur le rachat d'actions privilégiées	(2 000)	–
Solde à la fin de l'exercice	428 159	426 500
<b>Capitaux propres</b>	<b>886 752 \$</b>	<b>873 313 \$</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé des flux de trésorerie

En milliers de dollars (non vérifié)	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les exercices terminés les	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>					
Revenu net	7 130 \$	13 669 \$	50 721 \$	47 771 \$	91 867 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets :					
Provision pour pertes sur prêts	8 888	10 862	11 000	40 000	54 000
Gains sur les activités de titrisation	-	(167)	-	(1 437)	(1 859)
Pertes nettes (gains nets) sur disposition d'immobilisations	175	(7)	-	408	2 491
Frais de restructuration	-	-	17 360	-	19 725
Gain sur cession d'actifs (notes 2 et 9)	-	(9 082)	(69 946)	(13 517)	(69 946)
Gains nets sur disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	(190)	(771)	(973)	(13 832)	(22 649)
Impôts futurs	(521)	(1 461)	8 993	(3 304)	15 425
Amortissements	8 331	8 291	11 128	35 755	43 142
Variation des valeurs mobilières détenues aux fins de négociation	(51 219)	(20 870)	(111 017)	21 319	(50 851)
Variation des intérêts courus à recevoir	(2 611)	7 344	(6 669)	11 345	5 423
Variation de l'actif se rapportant aux instruments financiers dérivés	(26 071)	32 806	(10 751)	(109 445)	(30 539)
Variation des intérêts courus à payer	(7 079)	(5 811)	28 722	(11 085)	53 590
Variation du passif se rapportant aux instruments financiers dérivés	45 614	(50 460)	11 499	94 797	26 498
Autres, net	113 371	9 800	(29 906)	123 890	(20 710)
	95 818	(5 857)	(89 839)	222 665	115 607
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Variation des dépôts	63 332	438 741	356 978	(381 909)	209 531
Variation des engagements afférents à des actifs vendus à découvert	211 937	101 172	(256 026)	525 911	108 643
Variation des engagements afférents à des actifs vendus en vertu d'ententes de rachat	(448 825)	(219 544)	(111 922)	(157 339)	(274 616)
Rachat de débentures subordonnées (note 5)	(49 723)	(100 000)	-	(149 723)	-
Émission d'actions privilégiées, nette des frais d'émission (note 6)	(94)	-	-	106 588	-
Rachat d'actions privilégiées (note 6)	-	(102 000)	-	(102 000)	(400)
Émissions d'actions ordinaires, nettes des frais d'émission (note 6)	138	610	483	1 780	583
Rachat d'actions ordinaires d'une filiale	-	-	(3 247)	-	(6 637)
Dividendes, y compris les impôts sur le revenu y afférent	(9 880)	(11 298)	(10 642)	(42 514)	(42 816)
	(233 115)	107 681	(24 376)	(199 206)	(5 712)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Flux de trésorerie nets résultant de la cession d'actifs (note 2)	-	5 853	165 112	38 069	165 112
Contrepartie versée lors de la privatisation d'une filiale (note 4)	245	(60 470)	-	(60 225)	-
Flux de trésorerie nets affectés à l'acquisition d'actifs nets	-	-	-	-	(28 427)
Variation des dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	292 448	(10 638)	(125 526)	370 144	(357 951)
Variation des valeurs mobilières détenues aux fins de placement					
Acquisitions	(8 418 096)	(5 683 530)	(7 252 575)	(28 052 727)	(30 226 364)
Échéances	1 500	-	164 394	28 572	186 997
Produit de disposition	8 550 358	5 751 569	6 703 887	28 085 069	30 092 048
Variation des prêts	(124 927)	(198 538)	122 582	(338 789)	57 742
Variation des actifs achetés en vertu d'ententes de revente	46 065	(169 923)	425 296	(251 884)	(12 206)
Produit de la titrisation de prêts hypothécaires	-	96 438	-	149 072	39 836
Acquisitions d'immobilisations	(5 533)	(4 273)	-	(18 017)	(11 229)
Produit de disposition d'immobilisations	17	42	-	2 909	7 658
	342 077	(273 470)	203 170	(47 807)	(86 784)
Variation des espèces et quasi-espèces	204 780	(171 646)	88 955	(24 348)	23 111
Espèces et quasi-espèces en début de période	(17 318)	154 328	122 855	211 810	188 699
Effet de l'adoption de la norme Principes comptables généralement reconnus relative aux chèques et autres effets en transit (note 1)	(111 809)	-	-	(111 809)	-
<b>Espèces et quasi-espèces en fin de période</b>	<b>75 653 \$</b>	<b>(17 318)\$</b>	<b>211 810 \$</b>	<b>75 653 \$</b>	<b>211 810 \$</b>
Espèces et quasi-espèces en fin de période représentées par :					
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	75 653 \$	59 485 \$	100 001 \$	75 653 \$	100 001 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	-	(76 803)	111 809	-	111 809
	75 653 \$	(17 318)\$	211 810 \$	75 653 \$	211 810 \$
<b>Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :</b>					
Intérêts versés au cours de la période	104 578 \$	126 154 \$	174 404 \$	476 965 \$	620 218 \$
Impôts sur le revenu payés au cours de la période	3 751 \$	3 146 \$	5 133 \$	23 373 \$	24 994 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non vérifiées)

## 1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de Banque Laurentienne du Canada ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément à la *Loi sur les banques* qui prévoit que, sauf spécification contraire du surintendant des institutions financières du Canada, les états financiers consolidés intermédiaires sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires. Par conséquent, ils ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, y compris les traitements comptables prescrits par le surintendant, sont identiques à ceux utilisés aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Banque au 31 octobre 2003, à l'exception de ce qui est mentionné ci-dessous. Ces conventions comptables sont conformes aux PCGR. Ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels vérifiés. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

### PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS

En juillet 2003, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié le chapitre 1100 intitulé « Principes comptables généralement reconnus ». Ce chapitre établit des normes pour la communication d'une information financière en conformité avec les PCGR et indique quelles sont les sources à consulter lors du choix des conventions comptables à employer ou de la détermination des informations à fournir, dans les cas où un sujet n'est pas traité explicitement dans les sources premières des PCGR. L'adoption initiale de ce nouveau chapitre, appliqué de façon prospective le 1<sup>er</sup> novembre 2003, n'a pas eu de répercussion importante sur les états financiers consolidés de la Banque, à l'exception de ce qui est mentionné ci-après.

Le 1<sup>er</sup> août 2004, la Banque a modifié, également de façon prospective, la présentation aux états financiers de certains montants à recevoir qui, historiquement, étaient comptabilisés sur la base de leur valeur nette dans les chèques et autres effets en transit, conformément aux pratiques de l'industrie. Certaines composantes sont maintenant comptabilisées, selon leur nature, sur la base de leur valeur brute dans les montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt et les dépôts Entreprises et autres, alors que d'autres composantes continuent d'être présentées sur la base de leur valeur nette dans les autres actifs et passifs.

De plus, selon les nouvelles règles, les achats et ventes d'instruments d'emprunt ou de capitaux propres de la Banque par des entités du groupe sont maintenant comptabilisés en diminution des instruments d'emprunt ou de capitaux propres correspondants. Auparavant, ces titres étaient présentés à la valeur marchande dans les portefeuilles de négociation.

### INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le 1<sup>er</sup> novembre 2003, la Banque a adopté la note d'orientation concernant la comptabilité n° 13 de l'ICCA (NOC-13), intitulée « Relations de couverture » ainsi que l'abrégé des délibérations du comité sur les problèmes nouveaux n° 128 (CPN-128) intitulé « Comptabilisation des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction (négociation) ou de spéculation ou à des fins autres que de couverture ». Cette note d'orientation établit certaines conditions d'admissibilité à l'utilisation de la comptabilité de couverture, lesquelles sont plus rigoureuses que les normes précédentes.

Les produits dérivés sont principalement utilisés pour gérer les risques à l'égard des taux d'intérêt et des devises et, à l'occasion, dans les activités de négociation ou pour répondre aux besoins de clients.

Les produits dérivés utilisés afin de gérer les risques de la Banque à l'égard des taux d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, le revenu ou les frais d'intérêt liés à ces instruments dérivés sont comptabilisés et inclus dans le revenu d'intérêt ou les frais d'intérêt dans l'état consolidé des résultats.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés pour gérer ses propres risques, la Banque détermine, pour chaque produit dérivé, si la comptabilité de couverture est appropriée. Si tel est le cas, la relation de couverture est désignée comme couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie, et la documentation est constituée pour préciser, entre autres, l'élément couvert, l'objectif de gestion du risque, la stratégie de couverture et la méthode d'évaluation de l'efficacité qui sera appliquée. Le produit dérivé doit avoir une grande efficacité pour compenser comme prévu la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie découlant du risque couvert, tant au moment de la mise en place de la couverture qu'au cours de sa durée de vie. L'efficacité est généralement revue mensuellement au moyen de modèles de régression statistiques.

Les opérations de couverture de la juste valeur consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt servant à couvrir les variations de la juste valeur d'actifs, de passifs ou d'engagements fermes. Les opérations de couverture des flux de trésorerie consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt servant à couvrir le risque de variation des flux de trésorerie liés à un actif ou à un passif assorti d'un taux variable. Lorsqu'un produit dérivé s'avère efficace pour la couverture de la juste valeur ou des flux de trésorerie, la juste valeur du produit dérivé est constatée dans les autres éléments d'actif ou de passif à leur montant brut, et le gain ou la perte lié à ce produit dérivé est reporté.

S'il s'avère que le produit dérivé ne répond plus aux conditions de couverture efficace ou s'il est vendu ou liquidé, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée, et ce, sur une base prospective. Le gain ou la perte reporté est inscrit au poste Revenu net d'intérêt au cours des périodes où l'élément couvert influe sur les résultats. La comptabilité de couverture cesse aussi d'être appliquée au moment de la vente de l'élément couvert ou de sa liquidation avant l'échéance prévue. À ce moment, le gain ou la perte reporté est inscrit à la rubrique Autres revenus.

Les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation et qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont inscrits à leur juste valeur brute dans les autres éléments d'actif ou de passif, toute variation de cette juste valeur étant constatée à la rubrique Autres revenus. Il est toujours possible de désigner ces produits dérivés à titre de couverture dans de futures relations de couverture. Au moment de la désignation, toute juste valeur antérieurement inscrite au bilan consolidé sera amortie par imputation aux autres revenus sur la durée résiduelle du produit dérivé.

Lorsque les produits dérivés sont utilisés dans le cadre des activités de négociation ou pour répondre aux besoins de clients, les gains et les pertes réalisés et non réalisés qui en résultent sont constatés à la rubrique Autres revenus. Les gains et les pertes non réalisés sont inscrits à leur montant brut dans les autres éléments d'actif ou de passif.

Les justes valeurs sont déterminées au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent les prix du marché courants et les prix contractuels des instruments sous-jacents, la valeur temporelle de l'argent, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité.

Les dépôts de garantie obligatoires sont également inclus dans les autres éléments d'actif.

Auparavant, selon les anciennes normes, les portefeuilles de produits dérivés étaient également inscrits au cours du marché lorsqu'ils étaient utilisés dans le cadre des activités de négociation ou pour répondre aux besoins de clients. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés étaient inclus dans la rubrique Autres revenus. Lorsque les produits dérivés servaient à gérer les propres risques de la Banque, les revenus et les charges étaient constatés sur la durée de l'opération au revenu net d'intérêt, et les gains et pertes réalisés étaient généralement reportés et amortis au revenu net d'intérêt sur la durée de l'élément couvert.

L'application initiale de ces directives, au 1<sup>er</sup> novembre 2003, a eu pour effet d'augmenter les autres éléments d'actif et les gains reportés de 108 810 000 \$, dont 19 087 000 \$ étaient liés à des produits dérivés toujours admissibles à la comptabilité de couverture. De plus, les autres éléments de passif et les pertes reportées ont été augmentés de 102 553 000 \$, dont 4 434 000 \$ étaient liés à des produits dérivés toujours admissibles à la comptabilité de couverture. Ces ajustements visaient à refléter au bilan les justes valeurs des instruments dérivés qui jusque-là, étaient reportées. Selon les règles de transition de la nouvelle norme, les pertes reportées nettes liées aux instruments financiers dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture n'était plus appropriée s'élevaient à 8 396 000 \$ au 1<sup>er</sup> novembre 2003. Ces pertes reportées nettes sont constatées aux résultats sur la durée résiduelle des éléments de couverture.

## **MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES À VENIR**

### **Consolidation des entités à détenteurs de droits variables**

En septembre 2004, l'ICCA a publié la version révisée de la NOC-15, « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables ». La NOC-15 fournit des directives sur l'application des principes de consolidation à certaines entités sur lesquelles le contrôle s'exerce autrement que par l'exercice des droits de vote (EDDV). En vertu de cette nouvelle norme, la Banque doit consolider ces entités si elle en est le principal bénéficiaire, c'est-à-dire si, en raison de ses investissements ou de ses liens avec ces dernières, elle risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou a la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus. Lorsque la Banque détient un droit variable significatif dans une EDDV qu'elle n'a pas consolidée, certaines informations portant sur la nature, l'objet, la taille et les activités de l'EDDV doivent également être fournies. La NOC-15 entrera en vigueur pour toutes les périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2004 de façon rétroactive sans redressement des chiffres des exercices antérieurs. La Banque termine actuellement son analyse des entités sujettes à la norme. Sous réserve de la confirmation de certaines interprétations, l'éventuelle consolidation de ces entités au 1<sup>er</sup> novembre 2004 ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les capitaux propres et le revenu net.

### *Conduits de titrisation*

La Banque titrise ses propres actifs par l'intermédiaire de conduits de titrisation à vendeur exclusif et de conduits de titrisation à vendeur multiple. Selon son évaluation, la Banque pourrait consolider les opérations de certains de ces conduits à vendeur exclusif.

### *Fonds communs de placement*

Par l'entremise de sa participation dans la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., la Banque est le promoteur de plusieurs fonds communs de placement qui sont des EDDV. La Banque perçoit des honoraires, essentiellement basés sur la valeur de l'actif sous gestion, relativement à la gestion et l'administration de ces fonds. La Banque n'accorde aucune garantie à l'égard de ces fonds. Dans certaines circonstances, notamment pour certains fonds où la Banque détient également des unités relatives aux investissements dans le capital initial, il se peut que certains fonds doivent être consolidés.

### *Autres entités*

La Banque agit également comme fiduciaire d'un certain nombre de fiducies personnelles, ce pour quoi elle perçoit des honoraires. Selon son évaluation, l'application de la NOC-15 ne devrait pas avoir d'incidence pour la Banque, puisqu'elle n'est pas le principal bénéficiaire de ces entités.

## 1. CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### Présentation des passifs et capitaux propres

En janvier 2004, l'ICCA a publié des révisions au chapitre 3860 intitulé « Instruments financiers – information à fournir et présentation », en vue d'exiger que les obligations pouvant être réglées, au gré de l'émetteur, au moyen d'un nombre variable de ses propres instruments de capitaux propres, soient présentées comme des passifs. Les recommandations révisées s'appliquent de façon rétroactive, avec retraitement des montants correspondants.

L'application de cette norme révisée, en date du 1<sup>er</sup> novembre 2004, n'aura pas d'incidence sur les passifs et capitaux propres de la Banque puisque les titres émis par la Banque, en date du 1<sup>er</sup> novembre 2004, répondent aux exigences de présentation à titre de capitaux propres.

Par contre, la norme révisée entraînera certains reclassements des chiffres comparatifs de l'exercice terminé le 31 octobre 2004 relativement aux actions privilégiées de Séries 7 et 8 ayant été rachetées en juin 2004.

## 2. CESSIONS D'ACTIFS

### A) CESSION DES ACTIVITÉS DE TRAITEMENT D'OPÉRATIONS PAR CARTE DE DÉBIT ET DE CRÉDIT

Le 9 juillet 2004, la Banque a conclu une entente visant la vente de ses activités de traitement d'opérations par carte de débit et de crédit. Le prix de vente, payé en espèces, s'est élevé à 3 900 000 \$, pour un gain d'environ 3 631 000 \$ (3 042 000 \$ net des impôts), déduction faite des frais associés à la transaction. Des immobilisations, d'un montant de 244 000 \$, déduction faite de l'amortissement cumulé, ont été cédées dans le cadre de cette transaction. Ces activités étaient présentées dans le secteur d'activité Autres. Le gain résultant de la cession a été attribué aux secteurs Services financiers aux particuliers et Autres secteurs, pour 300 000 \$ et 3 331 000 \$ respectivement.

### B) CESSION DE CERTAINS DROITS DE GESTION DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Le 8 juillet 2004, la Banque a complété la cession de certains droits de gestion de fonds communs de placement en Ontario et dans l'Ouest canadien. Le prix de vente, payé en espèces, s'est élevé à 1 953 000 \$, pour un gain de 1 928 000 \$ (1 605 000 \$ net des impôts), déduction faite des frais associés à la transaction. Ces activités étaient incluses dans le secteur Services financiers aux particuliers. Le gain a été attribué aux secteurs Services financiers aux particuliers et Autres secteurs, pour 900 000 \$ et 1 028 000 \$ respectivement.

### C) CESSION D'UN PORTEFEUILLE DE PRÊTS SUR CARTES DE CRÉDIT

Le 2 février 2004, la Banque a vendu son portefeuille de prêts sur cartes de crédit de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi que les droits contractuels y afférents, évalués à 27 891 000 \$. Le prix de vente, payé en espèces le 2 février 2004, s'est élevé à 32 216 000 \$, pour un gain de 4 435 000 \$ (3 794 000 \$ net des impôts), déduction faite des frais associés à la transaction et des frais de conversion applicables. Ces actifs étaient inclus dans le secteur Services financiers aux particuliers. Le gain résultant de la cession a été attribué aux secteurs Services financiers aux particuliers et Autres secteurs, pour 2 400 000 \$ et 2 035 000 \$ respectivement.

## 3. PRÊTS

### A) PRÊTS ET PRÊTS DOUTEUX

Au 31 octobre 2004					
En milliers de dollars	Montant brut des prêts	Montant brut des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
Prêts personnels	3 638 991 \$	18 103 \$	10 059 \$	23 795 \$	33 854 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 509 022	13 199	3 935	5 832	9 767
Prêts hypothécaires commerciaux	604 085	15 482	6 064	3 625	9 689
Prêts commerciaux et autres	1 542 760	80 213	54 734	23 063	77 797
Provision générale non attribuée	-	-	-	8 935	8 935
	<b>11 294 858 \$</b>	<b>126 997 \$</b>	<b>74 792 \$</b>	<b>65 250 \$</b>	<b>140 042 \$</b>

Au 31 octobre 2003					
En milliers de dollars	Montant brut des prêts	Montant brut des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
Prêts personnels	3 646 070 \$	19 594 \$	9 311 \$	19 715 \$	29 026 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 274 128	13 991	3 741	5 611	9 352
Prêts hypothécaires commerciaux	705 101	13 030	6 048	7 561	13 609
Prêts commerciaux et autres	1 571 491	138 571	66 827	20 167	86 994
Provision générale non attribuée	-	-	-	24 196	24 196
	<b>11 196 790 \$</b>	<b>185 186 \$</b>	<b>85 927 \$</b>	<b>77 250 \$</b>	<b>163 177 \$</b>

## B) PROVISIONS SPÉCIFIQUES POUR PERTES SUR PRÊTS

En milliers de dollars	Pour les exercices terminés les 31 octobre					
					2004	2003
	Prêts personnels	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts commerciaux et autres	Total des provisions spécifiques	Total des provisions spécifiques
Solde en début d'exercice	9 311 \$	3 741 \$	6 048 \$	66 827 \$	85 927 \$	132 381 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	25 625	1 675	3 127	21 573	52 000	58 000
Provision pour pertes sur prêts résultant de la cession des succursales (note 9)	(356)	-	46	(427)	(737)	4 500
Radiations	(29 202)	(1 733)	(3 171)	(33 781)	(67 887)	(113 380)
Recouvrements	4 681	252	14	542	5 489	4 426
Solde en fin d'exercice	10 059 \$	3 935 \$	6 064 \$	54 734 \$	74 792 \$	85 927 \$

## C) PROVISIONS GÉNÉRALES POUR PERTES SUR PRÊTS

En milliers de dollars	Pour les exercices terminés les 31 octobre						
					2004	2003	
	Prêts personnels	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts commerciaux et autres	Provision générale non attribuée	Total des provisions générales	Total des provisions générales
Solde en début d'exercice	19 715 \$	5 611 \$	7 561 \$	20 167 \$	24 196 \$	77 250 \$	85 500 \$
Variation au cours de l'exercice	4 080	221	(3 936)	2 896	(3 261)	-	-
Réduction de la provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	-	-	-	-	(12 000)	(12 000)	(4 000)
Provision pour pertes sur prêts résultant d'une cession	-	-	-	-	-	-	(4 500)
Provision pour pertes sur prêts résultant d'une acquisition	-	-	-	-	-	-	250
Solde en fin d'exercice	23 795 \$	5 832 \$	3 625 \$	23 063 \$	8 935 \$	65 250 \$	77 250 \$

## 4. PRIVATISATION DE B2B TRUST

À la suite de l'approbation des actionnaires de B2B Trust, lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires, B2B Trust et une filiale en propriété exclusive de la Banque ont fusionné le 8 juin 2004. Dans le cadre de cette fusion, la Banque a fait l'acquisition de la totalité des actions ordinaires en circulation de B2B Trust dont elle n'était pas propriétaire. Le prix d'acquisition de la participation additionnelle de 22,7 % (25,2 % en tenant compte de l'exercice des options émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions de B2B Trust) s'établissait à 60 225 000 \$ et a été payé en espèces. L'acquisition de la part des actionnaires minoritaires de B2B Trust a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition.

Cette opération a donné lieu à une augmentation de 18 278 000 \$ des autres actifs incorporels; à un ajustement net créditeur de 2 813 000 \$ afin de refléter la juste valeur des instruments financiers acquis; à la constatation d'un passif d'impôts futurs de 5 413 000 \$ ainsi qu'à une diminution de 50 173 000 \$ de la part des actionnaires sans contrôle dans une filiale. L'actif incorporel consiste en des relations contractuelles avec des intermédiaires financiers et des relations avec les clients en décaissant. Cet actif est amorti sur une période de 15 ans.

## 5. RACHAT DE DÉBENTURES SUBORDONNÉES

Au 31 octobre 2004, la Banque avait racheté sur le marché 49 475 000 \$ de ses débetures série 8 pour un montant de 49 723 000 \$. Ces titres actuellement détenus dans un portefeuille de négociation sont traités comme une réduction de l'obligation correspondante, conformément au nouveau chapitre 1100, « Principes comptables généralement reconnus ». À la suite de cette transaction, une perte de 248 000 \$ a été constatée à la rubrique Autres revenus à l'état consolidé des résultats.

Le 1<sup>er</sup> juin 2004, la Banque a remboursé par anticipation la totalité de ses débetures à 5,75 %, série 7, échéant en 2009, d'un montant nominal de référence de 100 000 000 \$, plus les intérêts courus non versés jusqu'à la date de remboursement. Dans le cadre de cette transaction, des coûts de 1 063 000 \$ ont été imputés aux résultats (voir note 11).

## 6. CAPITAL-ACTIONS

### Émission d'actions privilégiées

Le 15 avril 2004, la Banque a émis 4 400 000 actions privilégiées de Série 10 comportant un dividende privilégié non cumulatif trimestriel de 0,328 \$ par action, au prix de 25 \$ chacune, pour un montant global de 110 000 000 \$. À compter du 15 juin 2009, la Banque pourra racheter ces actions à un prix de 25 \$ chacune plus, si le rachat a lieu avant le 15 juin 2013, une prime de 1 \$ qui diminuera à zéro en fonction de la date de rachat. La Banque pourra aussi, à compter du 15 juin 2009, convertir la totalité ou une partie de ces actions privilégiées en un nombre entier d'actions ordinaires déterminé en divisant le prix de rachat alors applicable par le plus élevé de 2,50 \$ ou 95 % de la moyenne pondérée du cours des actions ordinaires en vigueur à cette date. Le produit de l'émission s'est établi à 106 588 000 \$, déduction faite des frais d'émission.

### Rachat d'actions privilégiées

Le 16 juin 2004, la Banque a procédé au rachat par anticipation de la totalité de ses actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, séries 7 et 8, à un prix de 25,50 \$ par action, pour une contrepartie globale de 102 000 000 \$, incluant la prime de rachat de 2 000 000 \$, plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat. Ces actions privilégiées rachetées ont cessé, à compter de la date de rachat, de donner droit à des dividendes.

### Émissions d'actions ordinaires

Au cours du quatrième trimestre de 2004, 6 275 actions ordinaires (75 758 actions ordinaires au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004) ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions destiné aux dirigeants de la Banque, pour une contrepartie au comptant de 138 000 \$ (1 780 000 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004).

### Émis et en circulation

En milliers de dollars, sauf le nombre d'actions	Au 31 octobre 2004		Au 31 octobre 2003	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions privilégiées de catégorie A <sup>(1)</sup>				
Série 7	-	- \$	2 000 000	50 000 \$
Série 8	-	-	2 000 000	50 000
Série 9	4 000 000	100 000	4 000 000	100 000
Série 10	4 400 000	110 000	-	-
Total des actions privilégiées	8 400 000	210 000	8 000 000	200 000
Actions ordinaires	23 511 343	248 593	23 435 585	246 813
Total du capital-actions		458 593 \$		446 813 \$

(1) Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

	Au 31 octobre 2004	Au 31 octobre 2003
	Nombre	Nombre
Options d'achat d'actions		
En circulation à la fin de l'exercice	476 089	595 522
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	416 239	476 848

## 7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

En milliers de dollars	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 octobre		Pour les exercices terminés les 31 octobre	
	2004	2003	2004	2003
Charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées	2 159 \$	3 726 \$	11 615 \$	10 127 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	469	606	1 970	2 361
Charge liée aux autres régimes	676	505	2 623	2 003
Total	3 304 \$	4 837 \$	16 208 \$	14 491 \$

## 8. FRAIS DE RESTRUCTURATION

Le tableau suivant présente la variation des frais de restructuration. Le solde de ces frais est inclus dans les autres éléments de passif au bilan consolidé.

### Programme de 2003

En milliers de dollars	Locaux et technologie	Ressources humaines	Total des frais de restructuration
Solde en début d'exercice	5 944 \$	3 163 \$	9 107 \$
Montant utilisé au cours de la période de neuf mois se terminant le 31 juillet 2004			
Services financiers aux particuliers	2 039	1 302	3 341
Services financiers aux entreprises	410	718	1 128
Gestion du patrimoine et Courtage	-	10	10
Autres secteurs	932	933	1 865
Solde au 31 juillet 2004	2 563	200	2 763
Montant utilisé au cours de la période de trois mois se terminant le 31 octobre 2004			
Services financiers aux particuliers	71	-	71
Services financiers aux entreprises	109	-	109
Autres secteurs	12	200	212
Solde en fin d'exercice	2 371 \$	- \$	2 371 \$

Le programme de réduction des coûts était pratiquement terminé à la fin de l'exercice 2004. La provision au 31 octobre 2004 consiste essentiellement en un passif au titre des loyers demeurant exigibles de certains locaux vacants.

## 9. FRAIS LIÉS AU TRANSFERT DES ACTIVITÉS ET AUTRES FRAIS RELATIFS À LA CESSIION DES SUCCURSALES DE L'ONTARIO ET DE L'OUËST CANADIEN

Au 31 octobre 2003, une provision avait été constituée pour couvrir les frais liés au transfert des activités et autres frais relatifs à la cession des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien pour un montant de 11 783 000 \$, dont 1 839 000 \$ avait été utilisée à cette date. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, les frais utilisés s'élevaient à 4 644 000 \$ (236 000 \$ au cours de la période de trois mois terminée le 31 octobre 2004). À la suite de la finalisation de la conversion des systèmes, les provisions ont été réduites de 2 786 000 \$, afin de refléter le niveau de coût inférieur à ce qui avait été initialement estimé. De plus, au cours de l'exercice, une provision pour pertes sur prêts liée aux succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, initialement constituée le 31 octobre 2003, a été réduite de 737 000 \$, étant donné que les recouvrements ont été meilleurs qu'anticipé.

## 10. ÉVENTUALITÉS

### Renouvellement de la convention collective

Le 2 février 2003, la Banque et le syndicat qui représente ses employés syndiqués ont accepté de soumettre à un tribunal d'arbitrage, dont la décision sera exécutoire, le soin de déterminer le contenu de la prochaine convention collective. Le tribunal d'arbitrage doit entre autres déterminer l'ampleur de certains ajustements rétroactifs touchant la rémunération de ces employés depuis l'expiration de la convention collective. Des provisions ont été comptabilisées à cet égard selon les meilleures estimations de la direction. Le règlement définitif pourrait nécessiter un changement important par rapport au montant constaté.

## 11. ÉVÈNEMENTS SUBSÉQUENTS

### A) CESSIION DE BLC-EDMOND DE ROTHSCHILD GESTION D'ACTIFS INC.

Le 4 novembre 2004, la Banque a signé une entente de principe visant la cession de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc., laquelle regroupait les opérations de gestion de fonds communs de placement et certaines opérations de gestion financière privée et institutionnelle. Cette transaction prévoit également la mise en place d'une entente de distribution de 10 ans. La Banque prévoit conclure la vente des opérations au cours du premier trimestre de l'exercice 2005, sujet à l'obtention des approbations réglementaires.

L'entente prévoit le paiement d'un montant initial de 65 000 000 \$ au moment de la clôture de la transaction et d'un montant final de 8 000 000 \$ à la fin de la cinquième année. Le montant initial est assujéti à une clause de récupération pouvant aller jusqu'à 28 000 000 \$ au cours des cinq premières années, si certaines conditions de ventes minimales nettes ne sont pas satisfaites; le montant final est également assujéti à certaines conditions établies sur la base des ventes. Cette entente permettrait à la Banque de dégager un gain pouvant atteindre plus de 30 000 000 \$, sujet à certaines conditions, dont les résultats de vente. La Banque prévoit comptabiliser une portion de ce gain lors de la clôture de la transaction, et le solde par la suite.

## 11. ÉVÈNEMENTS SUBSÉQUENTS (SUITE)

Les résultats d'exploitation et la situation financière liés à ces opérations, inclus dans les états financiers consolidés intermédiaires ci-joints, sont présentés ci-après. Ces activités sont présentées dans le secteur Gestion du patrimoine et Courtage.

Les résultats des activités, présentés dans les états consolidés des résultats ci-joints, se détaillent comme suit :

En milliers de dollars	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les exercices terminés les	
	31 octobre 2004	31 juillet 2004	31 octobre 2003	31 octobre 2004	31 octobre 2003
Autres revenus	1 446 \$	1 471 \$	1 203 \$	5 629 \$	4 279 \$
Revenu net (perte nette)	(8)\$	168 \$	2 \$	204 \$	(189)\$

Les actifs détenus à des fins de vente et les passifs liés à ces actifs se détaillent comme suit :

En milliers de dollars	Au 31 octobre	Au 31 octobre
	2004	2003
Actif total	16 101 \$	15 548 \$
Passif total	1 528 \$	1 178 \$

### B) RACHAT DE DÉBENTURES SUBORDONNÉES

Le 9 novembre 2004, la Banque a annoncé son intention de racheter le 15 décembre 2004, la totalité de ses débentures série 8 d'une valeur de 100 000 000 \$.

# 12. INFORMATION SECTORIELLE

Pour la période de trois mois terminée le

31 octobre 2004

En milliers de dollars	SFAP	SFAE	B2B	GPC	Autres	Total
Revenu net d'intérêt <sup>(1)</sup>	59 667 \$	13 691 \$	11 096 \$	334 \$	(14 756)\$	70 032 \$
Autres revenus	20 635	8 268	3 379	6 533	76	38 891
Revenu total	80 302	21 959	14 475	6 867	(14 680)	108 923
Provision pour pertes sur prêts <sup>(2)</sup>	5 498	2 272	1 118	-	-	8 888
Frais autres que d'intérêt	68 892	8 894	8 831	5 503	(833)	91 287
Revenu avant impôts sur le revenu	5 912	10 793	4 526	1 364	(13 847)	8 748
Impôts sur le revenu (récupération)	2 090	3 832	1 381	79	(5 764)	1 618
Revenu net	3 822 \$	6 961 \$	3 145 \$	1 285 \$	(8 083)\$	7 130 \$
Actif moyen <sup>(3)</sup>	8 489 535 \$	2 304 221 \$	2 567 924 \$	1 487 091 \$	1 469 348 \$	16 318 119 \$
Prêts moyen <sup>(3)</sup>	8 229 309 \$	1 915 135 \$	1 809 517 \$	7 \$	(1 132 855)\$	10 821 113 \$
Dépôts moyen <sup>(3)</sup>	9 357 813 \$	85 734 \$	2 238 997 \$	24 \$	1 309 887 \$	12 992 455 \$

Pour la période de trois mois terminée le

31 juillet 2004

En milliers de dollars	SFAP	SFAE	B2B	GPC	Autres	Total
Revenu net d'intérêt <sup>(1)</sup>	59 975 \$	14 140 \$	10 781 \$	336 \$	(16 994)\$	68 238 \$
Autres revenus	21 923	7 331	3 247	6 088	14 324	52 913
Revenu total	81 898	21 471	14 028	6 424	(2 670)	121 151
Provision pour pertes sur prêts	5 751	2 897	2 214	-	-	10 862
Frais autres que d'intérêt	68 892	9 140	9 062	5 233	(827)	91 500
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	7 255	9 434	2 752	1 191	(1 843)	18 789
Impôts sur le revenu (récupération)	2 527	3 308	1 065	419	(2 459)	4 860
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	-	-	260	-	-	260
Revenu net	4 728 \$	6 126 \$	1 427 \$	772 \$	616 \$	13 669 \$
Actif moyen <sup>(3)</sup>	8 338 125 \$	2 365 007 \$	2 520 234 \$	1 430 699 \$	1 463 905 \$	16 117 970 \$
Prêts moyen <sup>(3)</sup>	8 139 877 \$	1 949 714 \$	1 855 260 \$	8 \$	(1 246 321)\$	10 698 538 \$
Dépôts moyen <sup>(3)</sup>	9 247 462 \$	86 578 \$	2 209 407 \$	59 \$	1 259 022 \$	12 802 528 \$

Pour la période de trois mois terminée le

31 octobre 2003

En milliers de dollars	SFAP	SFAE	B2B	GPC	Autres <sup>(6)</sup>	Total
Revenu net d'intérêt	65 755 \$	15 256 \$	11 254 \$	324 \$	(9 510)\$	83 079 \$
Autres revenus	23 376	6 344	3 832	5 329	78 884	117 765
Revenu total	89 131	21 600	15 086	5 653	69 374	200 844
Provision pour pertes sur prêts <sup>(2)</sup>	6 229	4 326	445	-	-	11 000
Frais autres que d'intérêt	81 933	9 774	9 316	4 440	20 376	125 839
Revenu avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	969	7 500	5 325	1 213	48 998	64 005
Impôts sur le revenu	372	3 010	2 034	405	6 712	12 533
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	-	-	751	-	-	751
Revenu net	597 \$	4 490 \$	2 540 \$	808 \$	42 286 \$	50 721 \$
Actif moyen <sup>(3)</sup>	10 842 965 \$	2 542 935 \$	2 611 548 \$	1 159 962 \$	1 288 828 \$	18 446 238 \$
Prêts moyen <sup>(3)</sup>	10 635 308 \$	2 040 352 \$	2 003 502 \$	8 \$	(1 809 224)\$	12 869 946 \$
Dépôts moyen <sup>(3)</sup>	11 021 492 \$	55 476 \$	2 341 504 \$	262 \$	1 796 629 \$	15 215 363 \$

## 12. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

							Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004
En milliers de dollars	SFAP	SFAE	B2B	GPC	Autres	Total	
Revenu net d'intérêt <sup>(1)</sup>	238 201 \$	56 860 \$	43 052 \$	1 344 \$	(64 449)\$	275 008 \$	
Autres revenus	87 267	32 384	15 109	26 030	38 159	198 949	
Revenu total	325 468	89 244	58 161	27 374	(26 290)	473 957	
Provision pour pertes sur prêts <sup>(2)</sup>	19 762	15 646	4 592	–	–	40 000	
Frais autres que d'intérêt	269 246	35 993	36 820	21 456	6 204	369 719	
Revenu avant impôts sur le revenu							
et part des actionnaires sans contrôle							
dans le revenu net d'une filiale	36 460	37 605	16 749	5 918	(32 494)	64 238	
Impôts sur le revenu	12 719	13 176	4 636	1 644	(17 624)	14 551	
Part des actionnaires sans contrôle							
dans le revenu net d'une filiale	–	–	1 916	–	–	1 916	
Revenu net	23 741 \$	24 429 \$	10 197 \$	4 274 \$	(14 870)\$	47 771 \$	
Actif moyen <sup>(3)</sup>	8 366 372 \$	2 370 500 \$	2 579 158 \$	1 451 752 \$	1 558 969 \$	16 326 751 \$	
Prêts moyen <sup>(3)</sup>	8 154 258 \$	1 938 158 \$	1 883 055 \$	8 \$	(1 280 220)\$	10 695 259 \$	
Dépôts moyen <sup>(3)</sup>	9 234 770 \$	85 065 \$	2 270 715 \$	133 \$	1 293 339 \$	12 884 022 \$	

							Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003
En milliers de dollars	SFAP	SFAE <sup>(4)</sup>	B2B	GPC <sup>(5)</sup>	Autres <sup>(6)</sup>	Total	
Revenu net d'intérêt	274 167 \$	62 797 \$	46 815 \$	1 256 \$	(41 809)\$	343 226 \$	
Autres revenus	95 227	29 766	15 715	29 715	116 297	286 720	
Revenu total	369 394	92 563	62 530	30 971	74 488	629 946	
Provision pour pertes sur prêts <sup>(2)</sup>	28 834	23 516	1 650	–	–	54 000	
Frais autres que d'intérêt	312 903	34 750	37 627	19 373	37 127	441 780	
Revenu avant impôts sur le revenu							
et part des actionnaires sans contrôle							
dans le revenu net d'une filiale	27 657	34 297	23 253	11 598	37 361	134 166	
Impôts sur le revenu	10 853	13 538	8 631	2 865	2 772	38 659	
Part des actionnaires sans contrôle							
dans le revenu net d'une filiale	–	–	3 640	–	–	3 640	
Revenu net	16 804 \$	20 759 \$	10 982 \$	8 733 \$	34 589 \$	91 867 \$	
Actif moyen <sup>(3)</sup>	10 986 717 \$	2 693 434 \$	2 637 578 \$	1 367 399 \$	862 893 \$	18 548 021 \$	
Prêts moyen <sup>(3)</sup>	10 762 710 \$	2 154 194 \$	2 094 479 \$	9 \$	(2 196 895)\$	12 814 497 \$	
Dépôts moyen <sup>(3)</sup>	10 975 978 \$	36 999 \$	2 359 322 \$	257 \$	1 845 962 \$	15 218 518 \$	

SFAP – Les Services financiers aux particuliers couvrent toute la gamme des produits d'épargne, d'investissement, de financement et de produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de vente, les dépôts et prêts hypothécaires provenant de courtiers, dans tout le Canada. Ce secteur d'activité englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance et les services de fiducie.

SFAE – Les Services financiers aux entreprises offrent le financement commercial et des financements plus importants au sein de syndicats bancaires, ainsi que du financement hypothécaire commercial, du crédit-bail, de l'affacturage et d'autres services.

B2B – Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers indépendants et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada.

GPC – La Gestion du patrimoine et Courtage comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. et la quote-part de la Banque dans la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. (voir note 11).

Autres – La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux secteurs susmentionnés.

(1) En 2004, la Banque a révisé certains paramètres de son modèle de prix de cession interne, ce qui a eu pour effet de modifier la répartition de la marge nette d'intérêt entre les secteurs.

(2) Comprend les renversements de provisions générales pour pertes sur prêts de 5,4 millions \$ attribuables au secteur Services financiers aux particuliers et 6,6 millions \$ (4,0 millions \$ en 2003) attribuables au secteur Services financiers aux entreprises.

(3) Les éléments d'actif et de passif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

(4) Comprend la provision pour pertes sur prêts relative à l'exposition aux risques liés à Air Canada de 10,0 millions \$ (6,5 millions \$ net des impôts).

(5) Comprend le gain de 8,5 millions \$ (6,7 millions \$ net des impôts) sur la vente d'actions de TSX Group inc.

(6) Comprend le gain sur cession de succursales de 69,9 millions \$ (54,9 millions \$ net des impôts) ainsi que les frais de restructuration de 16,6 millions \$ (10,8 millions \$ net des impôts) au cours du quatrième trimestre 2003 totalisant 19,7 millions \$ (12,8 millions \$ net des impôts) pour l'exercice 2003.

## Renseignements aux actionnaires

### Siège social

Tour Banque Laurentienne  
1981, avenue McGill College  
Montréal (Québec) H3A 3K3  
Téléphone : (514) 284-4500,  
poste 5996  
Télécopieur : (514) 284-3396  
Centre télébancaires,  
Services bancaires automatisés  
et service à la clientèle :  
Région de Montréal :  
(514) BLC-1846  
Sans frais : 1 800 BLC-1846  
Adresse Internet :  
www.banquelaurentienne.com  
Télex : 145069

### Agent des transferts et registraire

Société de fiducie Computershare  
du Canada  
1500, rue University  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8

### Investisseurs et analystes

Les investisseurs et analystes  
peuvent communiquer avec le service  
Relations avec les investisseurs situé  
au siège social en téléphonant au  
(514) 284-4500, poste 5916.

### Médias

Les journalistes peuvent  
communiquer avec le service des  
Affaires publiques et communications  
située au siège social en téléphonant  
au (514) 284-4500, poste 7511.

### Changement d'adresse et autres renseignements

Les actionnaires sont priés de  
communiquer tout changement  
d'adresse à l'agent des transferts  
de la Banque. Pour toute autre  
demande ou question, veuillez  
communiquer avec le Secrétariat  
situé au siège social ou en  
téléphonant au (514) 284-4500,  
poste 7545.

### Bureau de l'ombudsman

Banque Laurentienne  
Tour Banque Laurentienne  
1981, avenue McGill College  
14<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3A 3K3  
(514) 284-7192  
1 800 473-4782

### Inscription boursière et dates de paiement des dividendes

Les actions ordinaires et les actions privilégiées décrites ci-dessous sont inscrites à la bourse de Toronto.	Symbole boursier Code CUSIP	Dates de clôture des registres*	Dates de paiement des dividendes*
Actions ordinaires	51925D 10 6 LB	Premiers jours ouvrables de : janvier avril juillet octobre	Premiers jours ouvrables de : février mai août novembre
Actions privilégiées			
Série 9	51925D 87 4 LB.PR.D	**	15 mars
Série 10	51925D 86 6 LB.PR.E	**	15 juin
			15 septembre
			15 décembre

\* Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

\*\* À une date (qui ne doit pas devancer de plus de 30 jours la date fixée pour le paiement des dividendes) pouvant être déterminée de temps à autre par le conseil d'administration de la Banque.

